27ème séance plénière
Votent contre: République socialiste soviétique d'Ukraine, Union Sud-Africaine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Tchécoslovaquie, Pologne.

S'abstiennent: Thaïlande, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Venezuela, Yémen, Afghanistan, Australie, Brésil, Birmanie, Canada, Danemark, Ethiopie, Inde, Irak, Israël, Mexique, Pays-Bas, Norvège, Philippines, Suède, Syrie.

Il y a 29 voix pour, 7 voix contre et 20 abstentions.

Ayant obtenu la majorité requise des deux-tiers, la dernière partie du projet de résolution II est adoptée.

22. Le PRÉSIDENT met aux voix l'ensemble du projet de résolution II.

Par 32 voix contre 5, avec 17 abstentions, la résolution II est adoptée.

Palestine

AIDE AUX RÉFUGIÉS DE PALESTINE: RAPPORT DE LA COMMISSION POLITIQUE SPÉCIALE (A/1222) ET RAPPORT DE LA CINQUIÈME COMMISSION (A/1223)

23. Le PRÉSIDENT signale que le rapport de la Commission politique spéciale sur la question de l'aide aux réfugiés de Palestine se trouve dans la partie II du rapport général de cette Commission sur la Palestine (A/1222).

24. M. NISOR (Belgique), Rapporteur de la Commission politique spéciale, présente la partie du rapport de la Commission qui a trait à l'aide aux réfugiés de Palestine et le projet de résolution qui l'accompagne.

25. Le PRÉSIDENT met aux voix le projet de résolution II (A/1222), personne n'ayant demandé la parole.

Par 47 voix contre zéro, avec 6 abstentions, la résolution II est adoptée.

La séance est levée à 11 h. 30.

DEUX CENT SOIXANTE-QUATORZIÈME SEANCE PLENIERE

Tenue à Flushing Meadow, New-York, le vendredi 9 décembre 1949, à 9 h. 30.

Président: le général Carlos P. RÓMULO (Philippines).

Second rapport de la Commission de vérification des pouvoirs

1. M. BLANCO (Cuba) donne lecture du rapport suivant, établi par la Commission de vérification des pouvoirs: "La Commission de vérification des pouvoirs, constituée par l'Assemblée générale au début de sa quatrième session ordinaire, à la séance plénière tenue le 20 septembre 1949 à Flushing Meadow, aux fins de rédiger un rapport sur les pouvoirs des représentants, s'est réunie à nouveau, sous la présidence de M. Blanco, le 7 décembre 1949. Au cours de cette seconde réunion, la Commission a examiné les documents présentés au Secrétariat depuis la première réunion. Elle a constaté que les lettres de créance des représentants des Etats Membres suivants: Afghanistan, Bolivie, Colombie, Cuba, Equateur, Guatemala, Israël, Liban, Paraguay, Philippines, Pologne, Arabie saoudite, Syrie, Turquie, Venezuela et Yémen, satisfont pleinement aux conditions prévues à l'article 23 du règlement intérieur de l'Assemblée générale.

"En conséquence, la Commission a constaté que tous les Gouvernements des Etats Membres représentés à la quatrième session de l'Assemblée générale des Nations Unies ont présenté des lettres de créances qui satisfont aux dispositions de l'article précité du règlement intérieur."

2. Le PRÉSIDENT met aux voix le second rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.

Le rapport est approuvé.

Prévisions de dépenses supplémentaires pour l'exercice financier 1949. Dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice financier 1949 et avances prélevées sur le Fonds de roulement: rapport de la Cinquième Commission (A/1230)

3. Mlle WITTEVEEN (Pays-Bas), Rapporteur de la Cinquième Commission, présente le rapport de cette Commission (A/1230) sur les prévisions de dépenses supplémentaires pour l'exercice financier 1949 ainsi que sur les dépenses imprévues et extraordinaires pour 1949 et les avances prélevées sur le Fonds de roulement: elle présente également le projet de résolution qui accompagne ce rapport.

4. Le PRÉSIDENT met aux voix le projet de résolution contenu dans le document A/1230.

La résolution est adoptée.

Désignation des membres du Tribunal administratif: rapport de la Cinquième Commission (A/1228)

5. Mlle WITTEVEEN (Pays-Bas), Rapporteur de la Cinquième Commission, présente le rapport de cette Commission sur la désignation des membres du Tribunal administratif (A/1228), ainsi que le projet de résolution qui accompagne ce rapport.

6. Le PRÉSIDENT met aux voix le projet de résolution contenu dans le document A/1228.

La résolution est adoptée.

Rapports du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires: rapport de la Cinquième Commission (A/1229)

7. Mlle WITTEVEEN (Pays-Bas), Rapporteur de la Cinquième Commission, présente le rapport de cette Commission sur les rapports du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/1229), ainsi que le projet de résolution qui accompagne ce rapport.

8. Le PRÉSIDENT met aux voix le projet de résolution contenu dans le document A/1229.

La résolution est adoptée.

Constitution du Comité spécial chargé de l'examen des renseignements transmis en vertu de l'Article 73 e de la Charte: rapport de la Quatrième Commission (A/1214)

9. Le PRÉSIDENT indique que les Membres trouveront dans le rapport soumis à l'Assemblée tous les renseignements concernant les élections qui ont eu lieu en application de la résolution adoptée par l'Assemblée le 2 décembre 1949 et établissant le Comité spécial (A/1186).

10. M. DE MARCHENA (République Dominicaine), Rapporteur de la Quatrième Commission, présente le rapport de cette Commission sur la constitution du Comité spécial chargé de l'examen des renseignements transmis en vertu de l'Article 73 e de la Charte (A/1214), ainsi que le projet de résolution qui accompagne ce rapport.

11. Le PRÉSIDENT déclare que ce rapport n'est soumis que pour l'information des Membres et n'a pas à faire l'objet d'une décision de l'Assemblée, qui prendra dûment acte dudit rapport.

Palestine (suite)

PROPOSITIONS CONCERNANT UN RÉGIME INTERNATIONAL PERMANENT POUR LA RÉGION DE JÉRUSALEM, AINSI QUE LA PROTECTION DES LIEUX SAINTS: RAPPORT DE LA COMMISSION POLITIQUE SPÉCIALE (A/1222 et A/1222/Add.1); RAPPORT DE LA CINQUIÈME COMMISSION (A/1234).

12. Le PRÉSIDENT rappelle que l'Assemblée a déjà discuté la deuxième partie du rapport de la Commission politique spéciale (A/1222) ainsi que le second des deux projets de résolution proposés par cette Commission. Il ouvre la discussion sur la première partie du rapport.

13. M. CASTRO (Salvador) déclare que le projet de résolution adopté par la Commission politique spéciale au sujet de l'internationalisation effective de Jérusalem, projet contenu dans le document A/1222, correspond aux désirs de la majorité des peuples du monde; c'est cette internationalisation effective, et non de pure apparence, qu'on vient de confirmer à l'Assemblée générale, afin de répondre aux désirs de ces peuples. C'est pourquoi on ne saurait accepter des résolutions ambiguës qui prétendent affirmer le respect des Lieux saints et le libre accès à ces lieux, mais qui ne visent en réalité qu'à établir fermement le régime de

la force sur les territoires conquis dans la région même de Jérusalem et divisés à l'heure actuelle en deux zones militaires occupées par deux armées rivales qui nourrissent l'une envers l'autre une profonde hostilité.

14. Les efforts déployés par la délégation du Salvador, pour faire confirmer la situation juridique de la région de Jérusalem en tant que *corpus separatum*, par rapport au reste de la Palestine, ont pour objet de mettre Jérusalem à l'abri des luttes intestines et des conflits internationaux dans lesquels pourraient se voir entraînés les Etats qui possèdent aujourd'hui le territoire de la Palestine ou qui pourraient le posséder dans l'avenir. M. Castro déclare qu'il faut rejeter tout projet de résolution tendant à établir deux souverainetés différentes à l'intérieur même de Jérusalem et ne laissant guère à l'Organisation des Nations Unies qu'un contrôle restreint sur les Lieux saints; en effet, s'il en est autrement, l'internationalisation effective de Jérusalem, ordonnée par la résolution 181 (II) de l'Assemblée générale, en date du 29 septembre 1947, ne sera qu'un mythe et pourra être détruite par l'exercice même de la souveraineté territoriale. Il ajoute qu'il s'agit en l'occurrence de soustraire Jérusalem à la lutte qui se déroule entre Israël et la Jordanie, ou à tout conflit entre les nations qui viendraient à se rendre maîtresses, dans l'avenir, du territoire de la Palestine. C'est pourquoi il est nécessaire de procéder à l'internationalisation effective de Jérusalem, placée sous le contrôle du Conseil de tutelle, ainsi que le prévoit la résolution 181 (II) de l'Assemblée générale qui a été confirmée par la résolution 194 (III) du 11 décembre 1948.

15. On a avancé toute une série d'arguments pour s'opposer à l'internationalisation effective de Jérusalem. M. Castro ne s'arrêtera que sur certains d'entre eux. On a affirmé que cette entreprise serait trop coûteuse et que l'Organisation des Nations Unies ne pourrait en supporter les frais. Ces objections ont été formulées notamment par les délégations des Etats-Unis et du Royaume-Uni. Cependant, le Royaume-Uni a exercé pendant de nombreuses années son mandat sur l'ensemble de la Palestine; ce n'est pas pour des raisons financières qu'il a décidé d'y renoncer. De plus, la délégation de ce pays a proposé de placer la Cyrénaïque sous le Régime de tutelle¹, lorsqu'il s'agissait de trancher, en avril et en mai derniers, la question des anciennes colonies italiennes. Tout cela montre que le Régime de tutelle appliqué à tel ou tel territoire n'est pas en soi une opération très coûteuse, surtout lorsqu'il s'agit d'exercer le contrôle sur une seule ville, comme dans le cas de Jérusalem. Si, donc, le Royaume-Uni a pu assurer l'administration de la Palestine tout entière, à plus forte raison l'Organisation des Nations Unies, qui compte cinquante-neuf Etats, pourra-t-elle le faire. Pour sa part, la délégation des Etats-Unis a présenté, il y a quelque temps, une proposition aux termes de laquelle l'Organisation des Nations Unies devait exercer un contrôle total sur la Palestine, avec l'obligation de fournir le cas échéant les ressources matérielles nécessaires².

16. Ceux qui s'opposent à l'internationalisation affirment, en outre, que Jérusalem est actuellement

¹ Voir les Documents officiels de la troisième session de l'Assemblée générale, deuxième partie, Première Commission, annexes, document A/C.1/446.

² Voir les Documents officiels de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale, annexes aux volumes I et II, document A/C.1/277.

occupée par les troupes d'Israël et de la Jordanie et que celles-ci ne sont pas disposées à respecter la résolution 181 (II), par laquelle l'Assemblée générale ordonnait l'internationalisation. Toutefois, cet argument est une arme à deux tranchants; en effet, les représentants des deux pays rejettent à la fois le contrôle recommandé par les résolutions de la Commission de conciliation et le plan de compromis proposé par les délégations de la Suède et des Pays-Bas. M. Castro déclare que, si l'Organisation des Nations Unies s'incline devant les exigences des armées qui occupent la Palestine, elle s'engagera dans une politique de défaitisme et d'apaisement qui risque de compromettre l'existence même de l'Organisation. Les événements de Palestine sont la conséquence logique de la résolution 181 (II) que l'Assemblée générale a adoptée le 29 novembre 1947 au sujet du partage; il serait fort regrettable que la même Assemblée renonce à exiger un respect rigoureux des parties de cette résolution qui sont précisément les plus nobles.

17. Il est intéressant de noter que trois des membres permanents du Conseil de sécurité — la Chine, la France et l'URSS — ont voté en faveur d'une réaffirmation de la résolution 181 (II). On est donc bien fondé à dire que, si les Etats-Unis et le Royaume-Uni consentent à collaborer au plan d'internationalisation, personne n'exercera au Conseil de sécurité son droit de veto et rien n'empêchera l'Organisation des Nations Unies de prendre des mesures efficaces qui se révéleraient utiles pour faire respecter la situation juridique de Jérusalem en tant que *corpus separatum* soumis au contrôle effectif de l'Organisation des Nations Unies.

18. En terminant, le représentant du Salvador déclare que, pour toutes ces raisons, sa délégation votera en faveur du projet de résolution adopté par la Commission politique spéciale et contre tous les projets qui s'opposent à l'internationalisation effective de Jérusalem.

19. Sir Alexander CADOGAN (Royaume-Uni) rappelle que, l'an dernier, par sa résolution 194 (III), l'Assemblée générale a confié à la Commission de conciliation pour la Palestine la tâche de trouver une solution au problème de Jérusalem. Les membres de la Commission de conciliation ont consacré des mois à l'étude de la situation et ont finalement élaboré un plan qui fait état des enquêtes qu'ils ont effectuées sur place et de l'expérience qu'ils y ont acquise (A/973, A/973/Add.1). Ce plan, dont les dispositions semblent satisfaisantes, prévoit la sauvegarde des Lieux saints et du droit d'accès à ces Lieux, sauvegarde à laquelle le Gouvernement du Royaume-Uni, comme tant d'autres, attache la plus grande importance. Il prévoit la présence à Jérusalem d'un représentant de l'Organisation des Nations Unies, nanti de certains pouvoirs et droits dont l'exercice semble de nature à avoir pour résultat une administration satisfaisante de la ville dans son ensemble.

20. Pourtant, ce plan a fait immédiatement l'objet de vives critiques. C'est là, certes, le sort réservé à tous les plans lors de leur présentation; les différentes parties adoptent invariablement des positions extrêmes au début, mais cela ne signifie pas qu'il soit impossible de parvenir à mettre ces parties d'accord grâce à un effort patient. Après avoir soigneusement étudié le problème, le Gou-

vernement du Royaume-Uni est parvenu à la conclusion que le plan proposé par la Commission de conciliation pourrait constituer la base d'une solution acceptable pour les deux parties. C'est pourquoi Sir Alexander Cadogan a fait savoir à la Commission politique spéciale, lors de la 44ème séance, que son Gouvernement approuvait en principe les propositions de la Commission de conciliation.

21. Sir Alexander Cadogan a eu l'impression que ces propositions ont été l'objet d'une attention insuffisante au sein de la Commission politique spéciale et ont été, semble-t-il, encore plus négligées au sein de la Sous-Commission nommée par la Commission politique spéciale, bien qu'à cet égard il ne puisse porter un témoignage direct, sa délégation n'ayant pas été représentée à la Sous-Commission.

22. Négligeant, semble-t-il, les propositions de la Commission de conciliation nommée par l'Assemblée générale et indifférente apparemment au fait que la Commission a une grande connaissance directe de la situation qui existe sur place, la Sous-Commission a proposé à la Commission politique spéciale le projet de résolution dont se trouve maintenant saisie l'Assemblée (A/1222, annexe I). Sir Alexander Cadogan a déjà dit, sans détour, à la Commission politique spéciale que ce projet de résolution constitue aux yeux de sa délégation, un pas en arrière. Les propositions de la Commission de conciliation n'ayant pas obtenu à ce moment-là l'accord des deux parties, il est, de toute évidence, encore plus improbable que les propositions de la Sous-Commission l'obtiennent. Ces propositions, en fait, paraissent devoir provoquer tant de difficultés que les chances de l'adoption d'un régime satisfaisant pour la protection des Lieux saints pourraient s'en trouver sérieusement réduites.

23. La délégation du Royaume-Uni avait cru qu'il existait une possibilité d'amener les deux parties à souscrire aux principes contenus dans les propositions de la Commission de conciliation. Il aurait pu résulter de ces propositions un système satisfaisant de contrôle international, alors que l'on ne peut, semble-t-il, s'attendre à des résultats très favorables si l'on cherche à imposer un régime tout fait, rigide et compliqué.

24. Sir Alexander Cadogan étudie ensuite ce que l'on est convenu d'appeler la "mise en œuvre", question à propos de laquelle certaines délégations ont exprimé des appréhensions. Au sein de la Commission politique spéciale, les partisans du projet de résolution ont mis les sceptiques au défi de prouver que cette mise en œuvre serait irréalisable. Il ne semble pas à Sir Alexander Cadogan que ce soit là la véritable façon de poser le problème ou que la question ait été posée à qui elle doit l'être. Il tient, pour sa part, à demander aux délégations qui ont voté pour le projet de résolution d'expliquer comment elles se proposent de le mettre en œuvre. De toute évidence, elles n'ont pu émettre leur vote sans avoir songé à ce problème; elles n'ont pu manquer de se rendre compte de la résistance à laquelle il fallait s'attendre, bien que certaines, semble-t-il, aient préféré la négliger; elles ont dû parvenir à une conclusion quant à la façon dont cette résistance pourrait être surmontée, au besoin par la force, et chacune a dû peser dans son esprit la contribution qu'elle serait disposée à apporter. Si ces délégations veulent bien faire part

l'Assemblée des plans qu'elles ont élaborés pour faire face à toutes les éventualités, le Royaume-Uni se fera un devoir de revenir sur sa thèse en ce qui concerne les difficultés de la mise en œuvre.

25. La position du Royaume-Uni reste la même depuis toujours; elle n'a jamais été tenue secrète. En 1947, lorsque l'Organisation des Nations Unies a été saisie de la question de la Palestine, la délégation du Royaume-Uni a précisé nettement que son Gouvernement n'entendait participer d'aucune façon à la mise en vigueur d'un règlement qui n'aurait pas l'agrément des deux parties. Cette mise en garde a été si fréquemment réitérée par les représentants du Gouvernement du Royaume-Uni que Sir Alexander Cadogan a cru ne pas devoir la répéter à la Commission politique spéciale. Une observation qui a été faite à la fin des débats de cette Commission l'oblige, néanmoins, à la répéter une fois de plus devant l'Assemblée.

26. On a reproché aux délégations qui ont préféré les propositions de la Commission de conciliation à celles que contient le projet de résolution soumis à l'Assemblée générale — à la délégation du Royaume-Uni entre autres — de se laisser guider par des considérations d'opportunisme. On les a accusées de rechercher un compromis et même d'être coupables d'une abdication. On leur a dit qu'en suivant la voie qu'elles préconisent elles saperaient l'autorité et le prestige de l'Organisation des Nations Unies. Sir Alexander Cadogan se demande, pourtant, ce qui est le plus de nature à saper cette autorité et ce prestige: est-ce la recherche d'un accord par voie de consentement ou le fait que l'Assemblée générale prononcera des jugements et des arrêts tout faits sans se demander s'ils ont quelque chance de conduire à un accord ou d'obtenir le consentement des intéressés, et sans avoir élaboré, semble-t-il, de plan pour les imposer à des parties récalcitrantes?

27. Il incombe sans aucun doute à l'Assemblée générale d'épuiser toutes les possibilités d'accord plutôt que de légiférer pour le monde entier. L'Article 33 de la Charte, qui est le premier article du Chapitre VI intitulé "Règlement pacifique des différends", déclare que: "Les parties à tout différend dont la prolongation est susceptible de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales, doivent en rechercher la solution, avant tout, par voie de négociation, d'enquête, de médiation, de conciliation, d'arbitrage, de règlement judiciaire, de recours aux organismes ou accords régionaux, ou par d'autres moyens pacifiques de leur choix."

28. On pourrait donc, semble-t-il, reprocher de la même façon aux auteurs de la Charte d'avoir préconisé le recours aux expédients ou compromis. Dira-t-on que, lorsqu'ils ont souligné la nécessité du recours à de telles méthodes, ils se sont rendus coupables de lâcheté ou d'abdication? Sir Alexander Cadogan se demande pourquoi et depuis quand on a décidé qu'il était trop tard pour recourir à ces moyens pacifiques.

29. Ayant présents à la pensée les termes de l'Article 33 de la Charte, il ne peut s'empêcher de songer que les auteurs de la Charte ressentiraient une certaine surprise à la lecture du texte du projet de résolution, texte selon lequel

l'Assemblée générale déciderait de confirmer expressément les dispositions de sa résolution 181 (II), aux termes de laquelle la ville de Jérusalem serait constituée en *corpus separatum*, sous un régime international spécial, et administrée par l'Organisation des Nations Unies, le Conseil de tutelle étant désigné pour assurer les fonctions d'Autorité chargée de l'administration. Plus bas, dans le projet de résolution, le Conseil de tutelle est chargé de mettre au point, selon certaines instructions, le Statut de Jérusalem, d'approuver ce Statut et de prendre immédiatement les mesures nécessaires en vue de sa mise en œuvre. Enfin, le Conseil de tutelle ne doit permettre à aucune mesure prise par un Gouvernement ou des Gouvernements intéressés de l'empêcher d'adopter ou de mettre en œuvre ce Statut.

30. Il serait évidemment admirable qu'une organisation internationale pût donner des ordres de ce genre, avec l'assurance qu'elle aura l'appui de tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies prêts à exécuter ces ordres et prêts à apporter leur contribution à cet effet. Tel n'est pourtant pas le cas. Il serait oiseux de se demander en ce moment pourquoi il n'en est pas ainsi, mais il convient à tout le moins que l'Assemblée n'agisse pas aveuglément comme si tel était le cas.

31. Le problème difficile dont l'Assemblée est saisie met en jeu deux questions principales: l'Assemblée, tout d'abord, ne peut pas se permettre de négliger, même à la dernière minute, la moindre possibilité d'élaborer une solution à laquelle l'agrément des deux parties pourrait être obtenu; il convient, en second lieu, de songer à l'autorité et au prestige de l'Organisation des Nations Unies. Sir Alexander Cadogan invite les Membres de l'Assemblée à se demander si cette autorité et ce prestige seront mieux maintenus par l'adoption d'une résolution qui, en tant qu'exercice théorique, pourrait être parfaite, mais qui ne tiendrait pas compte des réalités et pourrait par conséquent aboutir à un échec, ou, au contraire, par la décision de continuer à rechercher un accord selon les modalités prévues par la Charte. On peut certes objecter que la recherche de cet accord se poursuit depuis trop longtemps; la route a été longue et semée d'embûches. Sir Alexander Cadogan ne comprend pourtant pas pourquoi l'Assemblée déciderait que l'heure est maintenant venue d'abandonner cette route pour s'engager dans une autre voie. Il continuera à éprouver de l'appréhension tant qu'il ne connaîtra pas les méthodes que suivra le Conseil de tutelle pour prendre immédiatement, comme le dit le projet de résolution, les mesures nécessaires en vue de la mise en œuvre immédiate du Statut.

32. Sir Alexander Cadogan adresse, par conséquent, un appel aux délégations qui ont soutenu le projet de résolution au sein de la Commission politique spéciale pour qu'elles réfléchissent bien aux idées qu'il vient, en toute humilité, de leur soumettre; il demande à celles qui n'ont pas encore arrêté leur position de songer à ce qui est en jeu. Une nécessité impérieuse s'impose de rester dans le cadre de la Charte et de mettre tout en œuvre pour maintenir l'autorité et le prestige de l'Organisation des Nations Unies. Il importe tout autant de n'épargner aucun effort pour réaliser, par voie d'accord, un règlement propre à mettre un terme aux différends qui

bouleversent le monde depuis si longtemps et à ramener la paix en Terre sainte. Sir Alexander Cadogan n'est pas du tout sûr que la voie dans laquelle l'on demande maintenant à l'Assemblée de s'engager serve l'une ou l'autre de ces fins et il est convaincu que, même en ce moment, il n'est pas trop tard pour continuer à suivre la route moins ambitieuse de la recherche d'un accord et d'un compromis.

33. M. ICHASO (Cuba) rappelle que sa délégation a nettement exposé son point de vue concernant le sort de Jérusalem à la Commission politique spéciale et à la Sous-Commission chargée d'examiner les projets de résolution ayant trait à cette question.

34. En tant que représentant d'un pays à prédominance catholique, il comprend l'angoisse des chrétiens à ce sujet et estime qu'il faut établir un régime international qui mette la Ville sainte à l'abri de toutes les querelles et de toutes les ambitions qui pourraient déchaîner la guerre, menaçant ainsi la sécurité des Lieux saints et en interdisant l'accès aux fidèles de toutes les religions.

35. La délégation cubaine a eu soin de souligner le caractère spirituel de la question. Bien que l'importance du facteur politique dans le monde soit indéniable, le cas de Jérusalem est spécial; en effet, cette ville renferme des souvenirs qui se sont conservés tout au long des siècles et qui, pour les chrétiens, symbolisent Celui qui a versé son sang pour sauver l'humanité.

36. On ne saurait considérer Jérusalem du point de vue politique; le monde entier doit pouvoir continuer à bénéficier de son caractère essentiellement spirituel, car cette Ville apaise ses inquiétudes spirituelles. En outre, il existe une réalité juridique qu'on ne saurait ignorer. Par la résolution 181 (II) de l'Assemblée générale, l'Organisation des Nations Unies a partagé la Palestine en deux Etats: un Etat juif, qui est déjà Membre de l'Organisation des Nations Unies, et un Etat arabe qui, par suite de circonstances indépendantes de la volonté de l'Assemblée générale, n'a pas réussi à se constituer *de jure*. La résolution en question posait comme condition à la création de ces deux Etats que Jérusalem fût constituée en *corpus separatum*, ceci afin de la soustraire à la souveraineté de l'un quelconque de ces deux Etats et de la placer sous un régime international spécial, sous l'administration de l'Organisation des Nations Unies.

37. De l'avis de la délégation cubaine, cette réalité juridique ne saurait être assujettie à aucune autre considération, de quelque nature qu'elle soit. Le 11 décembre 1948, l'Organisation des Nations Unies a réaffirmé, par sa résolution 194 (III), son intention d'établir à Jérusalem un régime international permanent; bien que, par la suite, on ait créé une Commission de conciliation chargée de rédiger un statut spécial pour la Ville sainte, la volonté de l'Assemblée générale ne fait aucun doute; en effet, aux arguments d'ordre historique, religieux et spirituel, viennent s'ajouter les arguments juridiques que nul n'a pu réfuter. On ne saurait contester à l'Assemblée le droit d'établir des règles statutaires pour ce territoire ni lui refuser la juridiction sur Jérusalem, alors qu'on lui a reconnu ce droit et cette juridiction pour l'ensemble de la Palestine.

38. La délégation cubaine n'a cessé de soutenir la thèse de l'internationalisation de Jérusalem, en se plaçant au point de vue religieux et juridique; elle s'intéresse également au principe proprement dit et aux modalités de son application.

39. Les bonnes intentions de l'Assemblée générale ne suffisent pas pour établir *de jure* et *de facto* un régime international permanent dans la ville de Jérusalem. Ces bonnes intentions se sont déjà manifestées il y a deux ans et le régime international n'existe pas encore. En face des réalités politiques, et surtout des réalités militaires, de simples déclarations ne suffisent pas. C'est pourquoi la délégation cubaine a tout fait pour amener l'Assemblée générale à préparer et à adopter elle-même le Statut international de Jérusalem. Elle est, en effet, convaincue que cet instrument, sanctionné par l'Organisation des Nations Unies, est préférable à tout autre statut que pourrait rédiger un autre organe, quel qu'il soit.

40. A cet effet, la délégation cubaine a présenté divers documents tendant à renforcer la thèse de l'internationalisation, en insistant tout particulièrement pour que l'Assemblée générale elle-même prit cette décision, sans en confier la responsabilité à n'importe quel autre organe de l'Organisation des Nations Unies. Fidèle à ce principe, la délégation cubaine a voté pour le projet de résolution de la Sous-Commission, adopté par la Commission politique spéciale, bien que, à son avis, ce projet de résolution ne fût pas tout à fait satisfaisant; elle se rendait compte, en effet, que la plupart des délégations penchaient pour le procédé dilatoire qui consiste à charger le Conseil de tutelle de rédiger un nouveau statut.

41. Le projet de résolution en question a du moins le mérite de laisser intact le principe; cela suffit pour que la délégation cubaine l'appuie, bien que, à en juger par l'expérience passée, le principe risque d'être méconnu, du fait qu'il passe au second plan.

42. La délégation cubaine estime, en outre, que l'internationalisation de Jérusalem ne rentre pas dans les attributions du Conseil de tutelle, qui a été créé à d'autres fins. Elle a déjà signalé à la Commission politique spéciale le danger qu'il y a à instituer un régime international tout en différant la date de son entrée en vigueur. En formulant à nouveau cette réserve, la délégation cubaine entend dégager toute responsabilité ultérieure.

43. Elle votera donc pour le projet de résolution de la Commission politique spéciale, parce que ce projet reprend à son compte le principe de l'internationalisation, mais elle déplore l'imprécision qui subsiste quant à l'application de ce principe.

44. En conclusion, le représentant de Cuba souhaite que le Conseil de tutelle s'applique avec la diligence et la prudence indispensables à rédiger un statut convenable et qu'il ait l'énergie et les moyens nécessaires pour réaliser pratiquement l'internationalisation effective de la ville de Jérusalem, afin que la paix y soit rétablie et que les Lieux saints ne soient pas profanés.

45. M. BOHEMAN (Suède) craint que, si le projet de résolution présenté par la Commission politique spéciale était adopté, l'Organisation des Nations Unies ne dispose pas de pouvoirs suffisants pour faire mettre à exécution les dispo-

sitions préconisées par la grande majorité des membres de la Commission.

46. Ce projet de résolution constituerait la ville de Jérusalem et la région avoisinante en un *corpus separatum* placé sous l'administration de l'Organisation. Ce projet de résolution invite le Conseil de tutelle à mettre au point le Statut de Jérusalem en conservant les dispositions essentielles du statut qui avait été établi précédemment en des circonstances tout à fait différentes. Le Conseil de tutelle est également invité à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de mettre en œuvre le Statut, et cela, quelle que soit l'attitude prise par les Gouvernements qui exercent, en fait, un contrôle politique et militaire sur la ville de Jérusalem.

47. Il est de la plus haute importance que l'Organisation n'adopte pas de résolutions dont la mise en œuvre, en admettant qu'elle fût possible, pourrait nécessiter des mesures encore imprévisibles. Dans la région de Jérusalem, un armistice a été conclu à la suite de négociations ardues et difficiles : telle est la situation de fait. M. Boheman a le ferme espoir qu'à la suite de cet armistice on arrivera à un règlement pacifique et que, grâce à des négociations amicales entre les parties intéressées, on résoudra la question sur le plan politique dans des conditions telles que les Arabes et les Juifs puissent avoir dans cette région une existence pacifique et sûre et que s'établisse entre eux une collaboration confiante.

48. Si le projet de résolution soumis par la Commission politique spéciale était adopté, le Conseil de tutelle établirait le Statut de Jérusalem et l'Organisation aurait à désigner un gouverneur, à condition que quelqu'un veuille bien exercer ces fonctions dans les circonstances présentes. M. Boheman se demande si ce Gouverneur pourrait compter sur la collaboration active des autorités et des habitants de la région, et même si autorités et habitants accepteraient de demeurer passifs. Dans le cas contraire, le gouverneur devrait prendre d'autres mesures, et l'on peut se demander quelles devraient être ces mesures. M. Boheman voudrait aussi savoir où l'on trouverait, dans ce cas, les crédits nécessaires ; il souligne que, si la mise en œuvre de la résolution devient malaisée, les crédits nécessaires pourront dépasser de beaucoup les sommes dont l'Organisation peut disposer à cet effet. Ces questions se posent, et l'on n'y a pas répondu de façon satisfaisante. M. Boheman se permet de signaler que, si l'Organisation des Nations Unies adopte une solution, fût-elle satisfaisante en principe, mais que la mise en œuvre de la résolution se heurte à des difficultés insurmontables, le prestige de l'Organisation ne s'en trouvera pas rehaussé.

49. Pour la Suède, comme pour tous les autres pays, la question des réfugiés est une question du plus haut intérêt. M. Boheman estime, toutefois, que ce serait faire échouer l'effort commun que d'adopter, dans les circonstances présentes, un projet de résolution de caractère trop ambitieux. La délégation suédoise votera donc contre le projet de résolution.

50. Les délégations des Pays-Bas et de la Suède ont soumis conjointement à la Commission politique spéciale, un projet de résolution (A/AC.31/L.53) tendant à une internationalisation des Lieux saints qui ne modifierait pas la situation

politique actuelle dans la région de Jérusalem. Etant donné la position prise par la majorité des membres de la Commission, cette proposition n'a jamais été discutée en détail et il n'a pas été possible de savoir de manière certaine ce qu'en pensent les Gouvernements qui contrôlent Jérusalem, et qui sont les parties directement intéressées. M. Boheman n'entend pas dire que cette proposition est parfaite ; il aurait étudié volontiers tous les amendements qu'on aurait pu soumettre, étant entendu que serait maintenu le fond de la proposition, c'est-à-dire l'idée que la protection des Lieux saints doit être assurée avec la collaboration des parties directement intéressées. Certains amendements à la proposition avaient, il est vrai, été présentés lors du débat à la Commission, mais, si la proposition avait été examinée sérieusement, il est probable que d'autres amendements encore auraient été soumis.

51. Les délégations des Pays-Bas et de la Suède ont présenté à nouveau leur proposition à l'Assemblée générale (A/1227). La délégation suédoise estime en effet que, au cas où le projet de résolution soumis par la Commission politique spéciale n'obtiendrait pas la majorité requise des deux tiers, l'Assemblée générale devrait pouvoir examiner une autre proposition.

52. On a dit devant la Commission que la proposition conjointe des Pays-Bas et de la Suède serait aussi difficile à appliquer que le projet de résolution finalement adopté par la Commission. Toutefois, le débat n'a pas permis de juger la valeur de cet argument. M. Boheman n'estime pas, d'autre part, que la position actuellement prise par les parties intéressées exclue toute possibilité d'accord.

53. La délégation suédoise a voulu contribuer, pour sa modeste part, et quand bien même cet effort serait vain, à la solution de la question de la protection des Lieux saints de Palestine. La délégation suédoise a agi avec bonne foi et dans un esprit objectif, personne n'en doutera. La délégation suédoise n'a eu d'autre intention que de servir la cause de l'Organisation des Nations Unies et d'assurer la paix dans la Ville sainte. A cette cause déjà, un des Suédois les meilleurs et les plus respectés a sacrifié sa vie.

54. M. VAN HEUVEN GOEDHART (Pays-Bas) déclare que sa délégation n'est pas opposée en principe à l'internationalisation de la région de Jérusalem. Ce n'est donc pas pour cette raison qu'elle a décidé d'introduire à nouveau le projet de résolution qui avait été retiré au cours des débats au sein de la Commission politique spéciale. Au contraire, si la délégation des Pays-Bas avait été convaincue de la possibilité de réaliser l'internationalisation, si elle avait cru que l'établissement d'un *corpus separatum* sauvegarderait les Lieux saints en Palestine et préserverait les droits existants, elle aurait suivi la majorité de la Commission politique spéciale et aurait voté en faveur du projet de résolution de l'Australie (A/AC.31/L.37).

55. Toutefois, sa délégation n'a pas acquis cette conviction et, partant, elle considère avec préoccupation la décision prise par la Commission politique spéciale. Son abstention lors du vote sur le projet de résolution de l'Australie a indiqué clairement qu'elle n'est pas mue par des considérations de principe, mais que, pour des raisons pratiques, elle ne peut appuyer la proposition

tendant à faire de Jérusalem un Etat séparé, gouverné par l'Organisation des Nations Unies. Ces raisons pratiques sont d'importance capitale. Chacun admettra que les Lieux saints de Palestine ne peuvent être sauvegardés par une résolution qui ne serait pas mise en application; or, à son avis, le projet de résolution de la Commission politique spéciale n'est pas une proposition réalisable.

56. Deux jours se sont à peine écoulés depuis l'adoption de ce projet de résolution que déjà les doutes les plus sérieux ont été émis tant au sein de la Cinquième Commission qu'au sein du Secrétariat en ce qui concerne les incidences financières de ladite résolution. Elle peut, en effet, fort bien se traduire par une augmentation de quelque 25 à 30 pour 100 des contributions des Etats Membres. Le fait que vingt-cinq votes seulement ont été émis la veille en faveur de la proposition concernant les incidences financières au projet de résolution initial est un fait significatif.

57. Pour qu'il puisse être exécuté, tout plan tendant à la protection des Lieux saints doit, dans une certaine mesure, recevoir l'appui des Gouvernements principalement intéressés. Or, le plan tendant à créer un *corpus separatum* a été rejeté à la fois par Israël et par la Jordanie. Jérusalem, et ses Lieux saints, administrée par le Conseil de tutelle, serait une ville encerclée par la haine et habitée par une population hostile à son Gouvernement international. Cette hostilité engendrerait la nécessité de prendre des mesures de défense contre les menaces de l'intérieur et de l'extérieur. Des mesures de défense signifient des soldats, des munitions, du matériel. Qui devrait les fournir? Le représentant des Pays-Bas se demande quel Gouvernement serait disposé à envoyer des troupes à Jérusalem en vue de mettre en vigueur le projet de résolution de l'Australie. Rien de concret n'a jamais été dit au sujet de cette question. Dans ces circonstances, il y a peu de chances de mettre en vigueur le projet de résolution. L'orateur ne peut s'empêcher de mettre en garde l'Assemblée générale contre les difficultés sans nombre que présente l'organisation d'un Etat. La législation, la juridiction, l'administration, la stabilité économique, la sécurité sociale ne constituent que quelques-uns des nombreux problèmes sérieux qui nécessiteraient de l'attention et une réglementation.

58. La délégation des Pays-Bas est anxieuse de contribuer à une protection effective des Lieux saints et a estimé qu'il serait sage de saisir l'Assemblée générale d'une autre proposition. C'est pour cette raison que, de concert avec la Suède, les Pays-Bas ont introduit à nouveau leur projet de résolution, de manière que toutes les délégations qui ont appuyé, en Commission, le projet de résolution de l'Australie puissent adopter une attitude clairement définie, à la lumière des graves responsabilités qu'elles assument dans ce domaine. M. van Heuven Goedhart croit que la proposition de sa délégation est à la fois réalisable et acceptable pour toutes les parties intéressées.

59. Le général McNAUGHTON (Canada) rappelle que, au cours de la discussion que la Commission politique spéciale a consacrée à la proposition de l'Australie tendant à constituer la région de Jérusalem en *corpus separatum*, la

délégation du Canada a exposé, lors de la 50ème séance, les doutes qu'elle éprouvait quant à la possibilité de mettre en oeuvre une telle mesure. La délégation du Canada ne voyait pas alors, et ne voit toujours pas aujourd'hui, comment on pourrait exécuter une telle décision. Après avoir étudié attentivement les déclarations faites par les autres délégations concernant le projet de résolution, le général McNaughton est obligé de dire, en toute franchise, que les explications données par ceux qui ont défendu le projet de résolution en Commission, ne lui permettent pas de croire que la proposition offre une solution réalisable. Cette opinion se trouve confirmée par les commentaires qui ont été apportés par les représentants des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de la Suède, en séance plénière, et par le représentant des Etats-Unis en Commission.

60. La délégation du Canada a souligné qu'elle se préoccupait, au premier chef, de la protection efficace des Lieux saints. Elle pense, tout comme la grande majorité des délégations, qu'une telle protection ne pourra être assurée qu'au moyen d'un contrôle international approprié et efficace, ce qui ne signifie pas, cependant, que la simple adoption par l'Assemblée générale d'une résolution extrême, prévoyant la complète internationalisation de la ville de Jérusalem, sans considération des vœux de sa population, assurera une telle protection.

61. En fait, il est à craindre que, si l'Assemblée générale ne tient aucun compte des besoins réels et des sincères aspirations des gens qui vivent dans la région de Jérusalem, il n'en résulte une menace pour les Lieux saints, dont la protection intéresse et préoccupe au plus haut point cette Assemblée.

62. Les vœux des habitants de Jérusalem et de la région voisine ne peuvent, cependant, de l'avis de la délégation du Canada, constituer le seul critère, ni, en aucun cas, le critère décisif, permettant de déterminer les mesures à appliquer à ces lieux qui, en raison de leur caractère sacré, font l'objet de la profonde et constante préoccupation de millions de gens dans le monde entier. Il n'en est pas moins vrai que l'Assemblée générale ne peut négliger les intérêts légitimes, les réactions et les aspirations des habitants de Jérusalem, si elle veut arriver à une solution pratique et durable de la question.

63. L'adoption par l'Assemblée générale d'une solution irréalisable dans la pratique desservirait grandement la cause de l'Organisation des Nations Unies et, plus particulièrement, apparaîtrait comme un geste irréfléchi à l'égard des Lieux saints, dont l'Assemblée a, au premier chef, le devoir d'assurer la protection.

64. La délégation du Canada votera donc contre la proposition présentée par l'Australie et amendée par les délégations du Liban, du Salvador et de l'Union soviétique. La déclaration faite par M. Pearson, Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères du Canada, au cours de la discussion générale qui a marqué l'ouverture de la présente session de l'Assemblée générale, définit bien l'attitude adoptée par le Gouvernement du Canada en cette affaire, comme en bien d'autres affaires intéressant l'Organisation des Nations Unies¹.

¹ Voir les Documents officiels de la quatrième session de l'Assemblée générale, 228ème séance plénière.

M. Pearson a dit que le Gouvernement du Canada a toujours voulu se fonder sur le critère de la possibilité pratique pour déterminer son attitude à l'égard des Nations Unies. Si le Gouvernement du Canada est prêt à appuyer toute mesure proposée qui lui paraît devoir contribuer efficacement à la solution d'un problème, il voudrait tout autant éviter de confier à l'Organisation des Nations Unies des tâches que cette dernière est évidemment incapable d'accomplir.

65. En ce qui concerne la question de Jérusalem, il est essentiel de ne pas perdre de vue le véritable objectif, à savoir, la protection internationale des Lieux saints. Insister sur l'intérêt international plus qu'il n'est nécessaire à cette fin serait peut-être mettre en danger la réalisation de cet objectif. La délégation du Canada estime donc que ce qu'il faut essentiellement établir, c'est un contrôle efficace de l'Organisation des Nations Unies, avec toutes les garanties voulues en ce qui concerne la protection des Lieux saints, le libre accès à ces lieux et la liberté religieuse. Avec ces réserves, il conviendrait d'accorder aux communautés arabe et juive de Jérusalem le maximum d'autonomie locale. Il convient donc de résoudre le problème en établissant un contrôle des Nations Unies sous la forme requise pour protéger efficacement les intérêts religieux, tout en évitant que l'Organisation n'assume des responsabilités et n'exerce des contrôles qui ne seraient pas nécessaires à la réalisation de son objectif. A ces responsabilités superflues, l'Organisation ne pourrait pas faire face de façon satisfaisante, si elles dépassaient ses pouvoirs; et une telle situation pourrait mettre en danger les Lieux saints et les intérêts des croyants dans le monde entier.

66. La délégation du Canada votera en faveur du projet de résolution présenté par les Pays-Bas et la Suède (A/1227), qui lui paraît satisfaire au critère de la possibilité pratique ainsi qu'au principe d'une protection efficace des intérêts religieux combinée avec le maximum d'autorité locale compatible avec cette protection efficace. Ce faisant, la délégation du Canada ne prétend pas que cette proposition soit parfaite; mais elle estime que c'est la seule solution suggérée au cours des débats de l'Assemblée générale qui promet des résultats, qui paraisse devoir être réalisable et obtenir l'appui international sans lequel elle ne saurait être efficace.

67. La proposition conjointe des Pays-Bas et de la Suède, comme toute autre proposition, a nécessairement un caractère expérimental. L'intérêt que prend l'Organisation des Nations Unies à la protection des Lieux saints, et par conséquent à la situation existant à Jérusalem, doit être permanent, et, pour cette raison, la délégation du Canada apprécie particulièrement dans cette proposition la disposition selon laquelle l'Assemblée générale serait appelée à revoir la question à l'une de ses prochaines sessions. L'adoption du projet de résolution des Pays-Bas et de la Suède ne préjugerait en rien le droit et, en fait, le devoir de l'Assemblée générale de modifier la forme et la portée du régime international de Jérusalem, si cela se révélait utile à la lumière de l'expérience et de l'évolution de la situation.

68. Il faut que l'Organisation des Nations Unies conserve ses responsabilités à l'égard de Jérusalem et continue d'exercer une autorité décisive sur la ville. Elle doit suivre de très près l'évolution

de la situation en cette partie du monde, afin de veiller à ce que les Lieux saints, le libre accès à ces lieux et la liberté de religion soient convenablement protégés. La délégation du Canada estime que la meilleure décision que l'Assemblée générale pourrait prendre, pour faire face à ses responsabilités dans ce domaine, serait d'adopter le projet de résolution présenté conjointement par les délégations des Pays-Bas et de la Suède.

69. M. DE SOUZA GOMES (Brésil) déclare que sa délégation votera en faveur du projet de résolution soumis par la Commission politique spéciale.

70. Il n'insistera pas sur l'intérêt avec lequel le peuple brésilien a suivi les discussions qui ont eu lieu sur l'internationalisation de Jérusalem. La conscience religieuse du monde devient chaque jour plus vigilante. Les événements en Palestine qui ont abouti à la création de l'Etat d'Israël ont inauguré une période de grande activité politique dans cette région, causant à tous ceux qui nourrissent des sentiments religieux les plus graves préoccupations au sujet du sort des Lieux saints.

71. Dès 1947, l'Assemblée générale s'est rendu compte de cette inquiétude et a fait d'immenses efforts pour trouver, pour la protection de la Ville sainte, une formule qui satisfasse les justes préoccupations du monde religieux et qui soit acceptable aux deux Etats qui occupent la Ville.

72. La délégation du Brésil a fait tous ses efforts pour que l'on puisse aboutir à un accord. Au commencement des débats, il lui a semblé que le projet présenté par la Commission de conciliation offrait les plus grandes probabilités de succès. C'est pourquoi elle a manifesté son approbation à l'égard de certains aspects de ce projet, bien qu'elle eût préféré un statut d'internationalisation intégrale.

73. Cependant, ni ce projet ni le plan préconisé par les délégations de la Suède et des Pays-Bas n'ont pu réunir la majorité nécessaire. M. de Souza Gomes regrette de constater que cette situation est due en grande partie à l'attitude d'Israël et de la Jordanie qui ont à maintes reprises repoussé les tentatives de conciliation et d'apaisement que la majorité des Etats Membres faisaient en vue de satisfaire la conscience religieuse du monde.

74. Maintenant que les efforts en vue d'arriver à un compromis ont échoué, la délégation du Brésil votera en faveur du projet présenté par l'Australie. Ce projet, d'ailleurs, consacre le principe de l'internationalisation et confie au Conseil de tutelle le soin de l'adapter aux réalités.

75. La délégation du Brésil espère maintenant que, malgré les difficultés qui existent certainement, Israël et la Jordanie collaboreront loyalement à la mise en vigueur de la décision de l'Assemblée et exécuteront fidèlement le plan qui leur sera proposé par le Conseil de tutelle. Elle se joint aux autres délégations pour faire appel à l'esprit de coopération et de bonne volonté d'Israël et de la Jordanie.

76. M. Ross (Etats-Unis d'Amérique) signale que la position de la délégation des Etats-Unis à l'égard du projet de résolution soumis par la Commission politique spéciale a été clairement exposée devant cette Commission lors de sa 43ème séance.

77. La délégation des Etats-Unis estime que l'adoption des mesures proposées entraînerait les Nations Unies dans des difficultés et des responsabilités sans nombre pour la réalisation d'objectifs qui ne sont pas tous d'un intérêt réel pour la communauté internationale, tels que, par exemple, la réglementation des activités séculières normales des habitants de Jérusalem, tant Arabes que Juifs.

78. De plus, en cherchant à faire de Jérusalem une entité politique nouvelle et complètement isolée, et ceci contrairement aux désirs de la population locale, les Nations Unies retarderaient et même mettraient en danger l'affirmation de l'autorité légitime de l'Organisation des Nations Unies à Jérusalem, ainsi que le contrôle et la protection des Lieux saints au nom de l'Organisation. La responsabilité morale et matérielle de chaque Membre de l'Organisation des Nations Unies à ce sujet est très grave. On ne peut pas ne pas se rendre compte de l'énorme responsabilité financière et administrative qui incomberait au Conseil de tutelle, et à l'Organisation des Nations Unies en général, du fait de la tentative faite pour créer et administrer une ville-Etat, dans les conditions qui règnent en Palestine.

79. La Cinquième Commission a calculé que la proposition concernant Jérusalem entraînerait une dépense d'au moins 8 millions de dollars par an. Cette prévision est faite en supposant que les autorités actuelles donneront leur collaboration et que l'on se trouvera en présence de conditions normales de sécurité. Il a été déclaré, à la Cinquième Commission, que le budget de Jérusalem s'élève actuellement à plus de quatre fois la somme calculée. Outre les dépenses normales d'administration de la ville, les Nations Unies auraient à couvrir tout déficit qui pourrait résulter de la création d'une entité politique distincte, ayant pour conséquence la disparition des conditions normales de commerce et d'industrie de la ville. En un mot, les Nations Unies seraient engagées à supporter un fardeau financier qui pourrait facilement excéder le budget tout entier de l'Organisation des Nations Unies et, en outre, entraîner des dépenses que l'on ne peut pas encore prévoir.

80. Sans doute, la prise en considération de difficultés matérielles ne devrait-elle pas être un obstacle à l'adoption d'une solution qui semblerait justifiée, et le Gouvernement des Etats-Unis persiste à appuyer la création d'un régime international permanent pour Jérusalem. M. Ross estime, néanmoins, que le projet de résolution présenté par la Commission politique spéciale ne permet pas d'atteindre ce résultat. La solution, illogique et irréalisable, recommandée dans le projet de résolution de cette Commission n'aurait pas pour résultat la création d'un régime international; elle ne ferait que provoquer de nouvelles discussions et elle retarderait, peut-être même ajournerait jusqu'à une date indéfinie, toute action légitime de l'Organisation des Nations Unies à Jérusalem.

81. Les Membres de l'Assemblée, qui attachent une importance particulière à la haute signification religieuse de Jérusalem et qui ont exposé de façon convaincante et éloquente au cours de la discussion l'intérêt profond qu'ils attachent à la Ville sainte, doivent reconnaître ce fait que l'on ne saurait ignorer et doivent réfléchir longuement avant de se prononcer lors du vote.

82. La délégation des Etats-Unis a fait tous les efforts possibles, tant à la Commission de conciliation pour la Palestine qu'à l'Assemblée générale, pour obtenir l'adoption d'un régime international efficace pour la région de Jérusalem, régime qui reconnaîtrait réellement le statut international de cette ville comme centre de trois grandes religions, qui assurerait la protection nécessaire aux Lieux saints et la liberté d'accès à ces lieux sous le contrôle de l'Organisation des Nations Unies, qui contribuerait à la stabilité de la région et au maintien de la paix, et qui enfin tiendrait compte des intérêts des principales communautés de Jérusalem et des points de vue d'Israël et de la Jordanie.

83. C'est pourquoi la délégation des Etats-Unis a appuyé la proposition de la Commission de conciliation qui, à son avis, est la plus susceptible de permettre la réalisation des objectifs mentionnés. La Commission de conciliation a dûment tenu compte de tous les facteurs et elle a offert un compromis réaliste, qui respecte autant que possible les intérêts de toutes les parties en cause.

84. La Commission politique spéciale a également été saisie d'une proposition, présentée par les délégations des Pays-Bas et de la Suède, qui cherchait à trouver un terrain sur lequel les délégations, tout en n'étant pas d'accord sur tous les points, auraient pu s'entendre pour aboutir à une solution raisonnable et pratique.

85. En contraste absolu avec ces propositions, le projet de résolution présenté par la Commission politique spéciale ne se préoccupe nullement des modalités selon lesquelles les fins qu'on se propose pourraient être réalisées. Il y a une grande différence, par exemple, entre les moyens proposés dans le plan de la Commission de conciliation pour réaliser ces fins et leur prétendue réalisation dans le projet de résolution de la Commission. Le projet de résolution de la Commission politique spéciale ne tient pas compte des intérêts de la population de Jérusalem et, en outre, il met obstacle à l'exercice dans Jérusalem des droits internationaux en faveur desquels se sont prononcées avec tant de force la plupart des délégations. En conséquence, la délégation des Etats-Unis votera contre le projet de résolution présenté par la Commission politique spéciale.

86. M. DENDRAMIS (Grèce) déclare que le problème des Lieux saints a une importance considérable. Il intéresse la communauté internationale et les plus grandes Eglises du monde. Il exercera une influence décisive sur le maintien de la paix dans le Moyen-Orient. Sa solution réclamera toute la sagesse et tout le bon sens des Etats Membres de l'Organisation.

87. C'est dans cet esprit que la délégation de la Grèce a suivi les débats qui se sont déroulés au sein de la Commission politique spéciale, de sa Sous-Commission et de l'Assemblée générale. Le peuple grec nourrit des sentiments de véritable amitié pour le peuple juif aussi bien que pour les peuples arabes.

88. M. Dendramis a déjà souligné, à une autre occasion, la solidarité complète qui a de tout temps régné entre la grande masse chrétienne du peuple grec et ses compatriotes juifs. Pendant la guerre, la Grèce subit l'occupation des nazis et de leurs acolytes. La persécution des Juifs fut poursuivie avec une rigueur extrême. Le sort du

peuple grec tout entier a été des plus tragiques; le monde a été témoin du geste magnifique des hommes et femmes de Grèce qui, au risque d'être conduits devant le peloton d'exécution, n'épargnèrent pas leurs efforts pour arracher des griffes de leurs persécuteurs les victimes d'une démente criminelle.

89. Les sentiments de la Grèce à l'égard des peuples arabes sont aussi cordiaux et fraternels. Arabes et Grecs ont été unis, à travers les siècles, par leur civilisation et leurs intérêts politiques et économiques. Les relations de la Grèce avec la Jordanie sont empreintes d'une amitié sincère et sont étayées par une communauté d'intérêts.

90. La Grèce a elle-même des intérêts à Jérusalem. Le Patriarcat grec orthodoxe est l'héritier en ligne directe de l'empereur Constantin et de son auguste mère Hélène, honorés comme saints dans l'Eglise grecque. Ceux-ci ont, les premiers, restitué à l'humanité les reliques sacrées du christianisme. Néanmoins, si la Grèce en fait mention, ce n'est pas pour revendiquer un bénéfice particulier. Les Lieux saints sont l'apanage de l'humanité entière. Ils doivent être accessibles aux pèlerins des grandes religions intéressées, qui vont y retremper leur foi sans la moindre contrainte à leur liberté de conscience.

91. Ainsi, nulle solution ne saurait être considérée comme satisfaisante si elle ne mettait pas les Lieux saints à l'abri de tout pouvoir temporel qui pourrait, à tout moment, par un acte unilatéral, rendre inopérantes les garanties les plus solennelles. C'est dans ce souci de trouver le régime qui s'accorde le mieux au caractère et à la nature des Lieux saints que la délégation de la Grèce a voté pour ce qui, à l'origine, était le projet de résolution australien soumis à la Commission politique spéciale.

92. Bien entendu, dès qu'il fut approuvé par la Sous-Commission établie à cet effet¹, le projet de résolution a été l'objet de critiques. Fidèle à la déclaration qu'elle avait faite le 1er décembre, en expliquant son vote devant la Sous-Commission, la délégation grecque a examiné sans parti pris tout ce qui a été proposé à la place du projet de résolution maintenant soumis à l'Assemblée.

93. La délégation grecque est toujours prête à accueillir, même à la dernière heure, toute proposition qui serait conforme aux vues qu'elle a exposées à la troisième session de l'Assemblée², à savoir qu'aucun règlement ne pourrait être considéré comme satisfaisant s'il ne consacrait, en droit et en fait, le statut juridique des communautés religieuses des Lieux saints; tel qu'il existe depuis de longs siècles.

94. Elle doit néanmoins déclarer qu'en cette conjoncture elle demeure sceptique quant à la possibilité de trouver une proposition qui puisse remplacer celle qu'elle a appuyée et qu'elle recommande au vote unanime de l'Assemblée.

95. Peut-être, lorsque viendra le moment d'étudier les modalités du Statut déjà élaboré par le Conseil de tutelle³, la délégation hellénique aura-t-elle des observations à faire; mais elle croit

que, dans son ensemble, le régime international permanent préconisé protégera les grands sanctuaires de la Ville sainte, qu'il servira les intérêts de la population locale, indépendamment des races ou des religions, et que ses bienfaits, traversant les frontières politiques, seront ressentis par l'humanité entière.

96. Une des plus lourdes responsabilités politiques et morales incombe à l'Assemblée générale à la présente session. Le monde entier attend que l'Organisation des Nations Unies donne à la question des Lieux saints une solution prompte et satisfaisante. Elle manquera gravement à son devoir si elle hésite en ce moment.

97. M. GARCÍA BAUER (Guatemala) déclare que sa délégation ne peut appuyer le projet de résolution que la Commission politique spéciale a adopté, et ce pour deux raisons principales.

98. En premier lieu, parce qu'elle ne croit pas que ce projet de résolution soit applicable et, en second lieu, parce qu'elle ne croit pas que ce projet puisse assurer aux Lieux saints la protection efficace sous laquelle la délégation du Guatemala désirerait les voir placer.

99. Dans la résolution 181 (II) portant partage de la Palestine, il était prévu que la ville de Jérusalem serait constituée en *corpus separatum* sous régime international spécial; le Conseil de tutelle était désigné pour exercer, au nom de l'Organisation des Nations Unies, les fonctions d'Autorité chargée de l'administration.

100. La situation était, à cette époque, très différente de ce qu'elle est actuellement. La Puissance mandataire avait fait part de son dessein d'évacuer la Palestine le 1er août 1948; l'Organisation des Nations Unies, au moment où elle assumait la responsabilité de l'administration du pays, avait, en prévision de ce qui pourrait se passer, institué une Commission spéciale chargée d'approfondir toutes questions pertinentes, et avait approuvé le plan qui figure dans la résolution 181 (II).

101. A cette époque, tout paraissait indiquer que ce plan était viable; toutefois, pour des raisons que nul n'ignore, la résolution en question n'a pu avoir tous les résultats qu'on en attendait. A peine la Puissance mandataire s'était-elle retirée du territoire de la Palestine que la guerre y éclatait. Comme il arrive fréquemment lorsque la force se donne libre cours, la situation s'est profondément modifiée, de telle sorte qu'aujourd'hui, au bout de deux ans, il est difficile de penser que la résolution puisse être appliquée dans toutes ses dispositions.

102. A la suite du conflit armé et en vertu de l'armistice d'avril dernier, la ville de Jérusalem est restée divisée en fait. Les forces du Royaume de Jordanie occupent la Ville vieille, entourée de murailles; les armées d'Israël, la Ville neuve. Les représentants des deux pays ont fait part, au sein de la Commission politique spéciale, du souci qu'ils avaient de la protection des Lieux saints et des sites et édifices religieux de Jérusalem; ils se sont également déclarés disposés à collaborer avec l'Organisation des Nations Unies afin d'arriver à une forme adéquaté et efficace de protection internationale.

¹ Voir le document A/AC.31/11.

² Voir les Documents officiels de la troisième session de l'Assemblée générale, première partie, Première Commission, 208ème séance.

³ Voir les Documents officiels de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale, annexes aux volumes I et II, document A/541.

103. Cependant, ces représentants ont également indiqué, sans laisser place à aucun doute, leur opposition à l'internationalisation de la région de Jérusalem sous la forme où elle est envisagée dans le projet de résolution adopté par la Commission (A/1222, annexe I); c'est un fait dont on ne peut faire abstraction. Quand bien même les Gouvernements d'Israël et de Jordanie seraient disposés à accepter les mesures en question, il serait fortement à craindre que la population de Jérusalem ne s'y opposât et que la situation ne devint intenable. La protection internationale envisagée devrait pouvoir compter, entre autres choses, sur l'assentiment et la bonne volonté des populations locales. De l'avis de la délégation du Guatemala, le projet de résolution de la Commission politique spéciale n'est pas viable.

104. L'orateur croit que ce projet de résolution n'a pas fait l'objet d'une réflexion suffisante. On traite ce grave problème alors que l'on dispose d'un temps limité, à la fin de la session de l'Assemblée, c'est-à-dire dans des conditions qui ne sauraient passer pour favorables. La délégation du Guatemala donnerait son appui à tout projet de résolution qui assurerait la protection efficace des Lieux saints et des sites et édifices religieux de la Palestine tout entière, en même temps que le libre accès à ces lieux; elle interpréterait ainsi les sentiments catholiques de la grande majorité du peuple guatémaltèque. Toutefois, en l'occurrence, étant donné qu'elle croit la mesure en question d'une application irréalisable, elle regrette de ne pouvoir appuyer le projet de résolution soumis à l'examen de la Commission.

105. Abdul RAHIM Bey (Egypte) déclare que l'Assemblée générale se trouve saisie d'un problème qui revêt, pour les fidèles des trois grandes religions mondiales, une importance suprême, à savoir l'internationalisation de Jérusalem. Il est naturel que le monde se préoccupe vivement de la préservation de ses sanctuaires et de la sécurité de son héritage le plus sacré.

106. Le problème de Jérusalem et des Lieux saints s'est posé à la suite de la résolution 181 (II) adoptée le 29 novembre 1947 par l'Assemblée générale, résolution qui prévoyait le partage de la Terre sainte. Si le problème de la Palestine avait été réglé conformément aux principes fondamentaux de la justice et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes énoncés dans la Charte, l'Assemblée générale ne se trouverait pas, à sa présente session, saisie de cette question. Point n'aurait été besoin de prendre des mesures spéciales pour protéger les Lieux saints, si l'on n'avait pas décidé le partage. Si la Palestine était demeurée un pays arabe, comme elle l'a été pendant des siècles, et si on ne lui avait pas imposé une loi étrangère, ni l'islam ni la chrétienté n'auraient éprouvé de crainte pour la sécurité des Lieux saints.

107. Jérusalem a été une ville arabe depuis un temps immémorial et, en toute justice et toute équité, elle doit le demeurer. Elle est située au centre de la région dont la résolution 181 (II) de l'Assemblée générale a laissé la possession aux Arabes. Selon la Commission spéciale des Nations Unies pour la Palestine, en 1947, c'est-à-dire après trente années d'émigration forcée, la population du sous-district de Jérusalem comprenait encore 62 pour 100 d'Arabes, et les Arabes possédaient 98 pour 100 de la propriété foncière située

dans ce sous-district. Si Jérusalem était demeurée arabe, les Lieux saints seraient saufs et le libre accès à ces lieux serait assuré.

108. Il faut se souvenir que, en temps de guerre comme en temps de paix, les Arabes ont toujours respecté les Lieux saints et que, tant la communauté chrétienne que la communauté juive ont joui d'une liberté complète en ce qui concerne les questions religieuses et personnelles. Cette attitude tolérante de l'islam n'a pas changé. Les Arabes continuent de croire à la liberté religieuse et de respecter les sanctuaires des autres religions. Lorsque la Commission de conciliation pour la Palestine a demandé aux Arabes et aux Juifs de donner certaines assurances précises relativement à ces questions, les Arabes ont répondu avec promptitude et ont donné les assurances requises. Ils n'ont ni hésité, ni jugé nécessaire de formuler des réserves ou de faire des objections. Les Juifs, par contre, n'ont pas donné de telles assurances. C'est en raison de leur attitude, et non pas en raison de celle des Arabes, que le monde religieux éprouve des préoccupations aussi vives en ce qui concerne la sécurité des sanctuaires.

109. C'est l'occupation de nombreux édifices religieux et culturels et leur utilisation comme bases militaires et lieux de plaisir, ainsi que la profanation de nombreux sanctuaires chrétiens et islamiques et le bombardement de l'église du Saint-Sépulcre, le plus sacré des sanctuaires de la chrétienté, qui rendent une internationalisation effective, impérieuse aux yeux des chrétiens.

110. Aux termes de la résolution 181 (II), l'Assemblée générale a décrété que Jérusalem et la région environnante devaient être constitués en *corpus separatum*, placé sous un régime international spécial et administré par l'Organisation des Nations Unies. Cette disposition a été confirmée une année plus tard dans la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale, qui demandait également à la Commission de conciliation "de présenter... des propositions détaillées concernant un régime international permanent pour la région de Jérusalem...". Cette décision solennelle de l'Assemblée générale a été chaleureusement appuyée par des centaines de millions d'hommes à travers le monde entier. Cette décision n'a jamais été annulée, et des centaines de millions d'hommes exigent son application. Existe-t-il aucune raison valable pour ne pas l'appliquer et existe-t-il aucune raison valable pour laquelle l'Assemblée générale reviendrait sur sa décision?

111. Un seul Membre de l'Assemblée générale s'est opposé à l'application de la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale. Par une étrange ironie, cet Etat Membre doit son existence même à la résolution 181 (II) de l'Assemblée générale qui prévoyait la création d'un Etat juif et la constitution de Jérusalem en *corpus separatum* placé sous l'administration des Nations Unies. Ce Membre a accepté la création de son Etat et son admission à l'Organisation des Nations Unies, mais il refuse de mettre en œuvre les autres parties de la résolution 181 (II) de l'Assemblée générale qui ne conviennent pas à ses desseins. Bien mieux, après avoir, à plusieurs reprises, défié l'Organisation des Nations Unies et insulté impunément son autorité, cet Etat Membre s'efforce, par une manœuvre d'intimidation, d'obliger l'Assemblée générale à répudier sa décision solennelle. On ne peut mettre fin à cette situation

qu'en faisant comprendre à cet Etat Membre qu'il doit se conformer aux décisions de l'Organisation des Nations Unies. L'Organisation des Nations Unies est assez forte pour le faire et, en fait, elle doit le faire pour préserver son existence même. L'Organisation des Nations Unies ne peut continuer à tolérer cette attitude sans perdre ce qui lui reste de prestige et, éventuellement, subir le sort de l'ancienne Société des Nations.

112. L'Assemblée générale doit répondre comme il convient en approuvant le projet de résolution de la Commission politique spéciale. La Société des Nations, malgré sa faiblesse, et bien qu'elle ne disposât ni du pouvoir ni de l'autorité de l'Organisation des Nations Unies, semble avoir été plus soucieuse d'imposer le respect de ses décisions, comme, par exemple, lorsqu'elle a eu recours aux sanctions contre l'Italie pour l'invasion de l'Ethiopie. La ville sainte du monde — ville que l'Assemblée générale avait déclaré inviolable et placée sous sa propre loi — a été envahie, et cependant nulle mesure n'a été prise par l'Organisation des Nations Unies.

113. L'Organisation des Nations Unies n'est pas impuissante. Les hommes d'Etats du monde qui ont posé ses fondations à San-Francisco, en 1945, ont prévu une telle situation et les moyens d'y faire face. Ces moyens sont énoncés au Chapitre VII de la Charte. La délégation égyptienne est convaincue que, une fois que l'Organisation des Nations Unies aura énoncé son intention de mettre en vigueur le plan d'internationalisation, si les grandes Puissances appuient sincèrement son action, on ne rencontrera aucune difficulté sérieuse.

114. Les autorités de Tel-Aviv ont constamment violé les résolutions de l'Organisation des Nations Unies et ont bravé son autorité. Non seulement elles ont, un nombre incalculable de fois, violé les deux trêves, ainsi que l'embargo sur les armes imposé par le Conseil de sécurité, mais encore elles ont enfreint la résolution 181 (II), qui prévoit la démilitarisation de Jérusalem, et défié le Conseil de sécurité et la Commission de conciliation, qui s'efforçaient de mettre en œuvre cette décision, en se fortifiant dans la ville et en la transformant en une place forte. De plus, au mépris de la résolution de l'Assemblée générale, qui stipule l'internationalisation de Jérusalem, et des efforts de la Commission de conciliation en vue d'appliquer cette résolution, elles ont installé un certain nombre de leurs ministères et services centraux dans la ville, d'où elles bravent maintenant l'autorité de l'Organisation des Nations Unies.

115. Le défi doit être relevé si l'Organisation des Nations Unies veut poursuivre son œuvre et maintenir la paix. Si l'Assemblée générale ne le fait pas au cours de la présente session, en adoptant le projet de résolution approuvé par la Commission politique spéciale, elle encouragera de nouveaux défis à ses décisions. Cela reviendrait pour l'Organisation des Nations Unies à signer son arrêt de mort.

116. Certains représentants ont déclaré que le projet de résolution dont est saisie l'Assemblée générale était irréalisable et ne pouvait être appliqué, mais ils ont admis, en même temps, qu'il était conforme aux résolutions 181 (II) et 194 (III) de l'Assemblée générale, qu'il représentait,

en outre, la volonté de la majorité des membres de l'Assemblée générale et répondait aux vœux de l'humanité.

117. Rahim Bey rappelle qu'on a proposé récemment de placer l'ensemble de la Palestine sous la tutelle de l'Organisation des Nations Unies et qu'une des grandes Puissances a indiqué qu'elle était disposée à aider à mettre en œuvre cette proposition. S'il était alors possible de placer l'ensemble de la Palestine sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, il devrait être possible maintenant de faire de même pour la seule ville de Jérusalem; l'on dissiperait ainsi les craintes qu'éprouve le monde pour la sécurité de sa capitale spirituelle.

118. On peut se demander ce qui a bien pu refroidir l'enthousiasme du début et ce qui est arrivé pour que l'Assemblée générale cède devant de mesquines considérations de possibilités d'exécution et d'opportunisme, en perdant de vue le principe élevé de l'autorité de l'Organisation des Nations Unies. En cédant à l'opportunisme du moment au détriment des principes, comme l'ont conseillé certains représentants, et en partageant Jérusalem entre les Arabes et les Juifs, comme le propose la Commission de conciliation ou comme l'envisage le projet de résolution présenté conjointement par les Pays-Bas et la Suède, l'Organisation des Nations Unies, loin d'assurer la sécurité des Lieux saints, la mettrait au contraire en danger.

119. La prolongation de la domination juive sur la nouvelle Ville de Jérusalem, même si la région devait être démilitarisée, constituerait une menace pour les Arabes et un grave danger pour les Lieux saints. En plaçant Jérusalem sous un contrôle restreint de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que l'envisage la Commission de conciliation, on ne réussirait pas davantage à empêcher les Juifs de s'armer et d'attaquer brusquement que l'on a réussi en confiant à l'Organisation le soin de surveiller la trêve.

120. La délégation égyptienne estime que, tant qu'une partie de la région de Jérusalem restera sous contrôle juif, la Jordanie sera fondée à conserver ses défenses pour se garder contre des attaques soudaines et pour protéger les Lieux saints. Elle considère que la seule manière efficace de protéger ces Lieux saints serait de mettre en œuvre la résolution 181 (II).

121. On a prétendu que, depuis 1947, il s'était passé bien des événements qui rendent difficile l'internationalisation de Jérusalem; mais la mise en œuvre de la décision de l'Assemblée générale ne constitue pas une tentative visant à renverser le cours des événements; c'est au contraire en négligeant de la mettre en œuvre que l'on aboutirait à ce résultat.

122. Au reste, qu'est-il arrivé vraiment depuis 1947 qui puisse invalider la résolution de l'Assemblée générale ou rendre sa mise en œuvre impossible? Le seul argument invoqué est que les autorités juives se sont barricadées dans Jérusalem et y ont installé certains de leurs ministères et services centraux; en d'autres termes, qu'elles ont adopté la politique du fait accompli. Tant l'occupation de la cité par les forces juives que le transfert des ministères à l'intérieur de la ville constituent en eux-mêmes des violations des résolutions adoptées. Toutefois, il ne faut pas davantage permettre à ces violations d'invalider

lesdites résolutions, qu'il ne convient de rapporter les lois contre le vol du fait qu'un larcin est commis.

123. En cédant à des considérations de possibilités d'exécution et d'opportunité, non seulement on mettrait Jérusalem en danger, mais on saperait également l'autorité de l'Organisation des Nations Unies. Rien ne saurait davantage miner l'Organisation qu'une attitude aussi défaitiste. Si l'Organisation ne peut faire appliquer sa décision d'internationaliser Jérusalem, décision qui est appuyée par des milliers d'êtres humains, il ne faut plus parler du respect de la Charte, ni de l'autorité de l'Organisation des Nations Unies. Il convient donc d'examiner à fond la question dont est saisie l'Assemblée générale, car la décision qu'elle prendra aura des répercussions d'une très grande portée dans le monde entier pendant des générations. Ce ne sont pas seulement les yeux des Arabes et des Juifs, mais également les yeux du monde et de l'histoire, qui sont fixés sur l'Assemblée générale.

124. M. BELAÜNDE (Pérou) expose les trois principes fondamentaux qui ont guidé la délégation du Pérou au cours des débats très importants auxquels a donné lieu la question de Jérusalem. Premièrement, le fait que les Lieux saints et la ville de Jérusalem représentent la capitale religieuse du monde entier; deuxièmement, le désir de paix, d'une paix doublement sacrée en l'occurrence parce qu'il s'agit d'un lieu de méditation et de prières; troisièmement, le principe de l'autorité de l'Organisation des Nations Unies.

125. Ces deux derniers principes sont étroitement liés, parce que tout affaiblissement de l'autorité de l'Organisation des Nations Unies risque de compromettre gravement la paix du monde.

126. On peut affirmer que Jérusalem est la capitale religieuse du monde, parce que, en dépit des divergences de dogme et de rite qui existent entre les religions chrétienne, juive et musulmane, en dépit des conséquences tragiques et même sanglantes des antagonismes issus de ces divergences, il existe une unité profonde, mystérieuse et cachée entre toutes ces manifestations de l'esprit religieux du monde.

127. M. Belaúnde croit que l'on peut affirmer que Jérusalem est vénérée dans le monde entier, ce que confirment l'histoire et la littérature. Au-delà de toutes les discussions politiques et des différends engendrés par les antagonismes raciaux, l'humanité tout entière est unanime à reconnaître le caractère sacré et l'inviolabilité de Jérusalem.

128. Il est difficile, par conséquent, de traiter ce problème sur le plan de la politique ou du compromis diplomatique, parce que chacun l'aborde, en raison de sa majesté même, avec un profond sentiment de vénération.

129. M. Belaúnde déclare, à propos du deuxième principe qu'il a énoncé antérieurement, que pour assurer une paix réelle qui ne soit pas le résultat d'un équilibre momentané ou qui ne soit pas dictée par des principes opportunistes, il faut que l'on institue un régime international pour la région de Jérusalem.

130. En étudiant la question de Jérusalem, il faut tenir compte des antécédents historiques de la question et de ses conséquences futures. La paix dans le Proche-Orient est nécessaire. Cette paix ne pourra jamais être un équilibre précaire

entre les forces des Etats qui ont lutté dans cette région; elle ne saurait pas davantage être garantie, à un moment donné, par la coïncidence des intérêts politiques et diplomatiques de ces Etats.

131. Une paix qui reposerait sur ces éléments serait éphémère et ne serait nullement la paix profonde dont l'humanité a besoin dans le Proche-Orient, paix qui devrait porter le signe de l'autorité de la grande institution internationale qui représente les intérêts sacrés de l'humanité tout entière. Cette paix-là exige la démilitarisation complète de la région de Jérusalem sous le contrôle de l'Organisation des Nations Unies, démilitarisation qui ne laisserait à cette zone qu'une autonomie municipale ou une organisation municipale du type courant, mais qui, en aucun cas, ne tolérerait d'organisation politique ayant des aspirations politiques secrètes; en d'autres termes, il faut "dépolitiser" Jérusalem, selon l'expression du représentant du Liban.

132. La paix exige que Jérusalem ne dispose que de l'autonomie municipale, au profit de tous les habitants, quelles que soient leurs croyances ou leur religion, et sans supériorité politique d'un groupe sur l'autre. A cette fin, il est essentiel d'appliquer strictement un régime de contrôle international efficace. Cet aspect de la question est fondamental; il ne s'agit plus du *corpus separatum*, ni de démilitarisation effective.

133. La démilitarisation ne doit pas être simplement inscrite dans une convention, car, dans ce cas, elle ne serait jamais effective. Pour réparer les dommages causés par les combats historiques, il faut établir une paix qui concilie les intérêts futurs et qui permette de réaffirmer ultérieurement la pleine autorité, absolue et suprême, de l'Organisation des Nations Unies dans la région de Jérusalem.

134. M. Belaúnde déclare qu'il n'aborde pas le problème sur le plan théorique, mais de façon pratique, comme l'a préconisé le distingué représentant du Royaume-Uni. C'est maintenant qu'il convient d'examiner sous quelle forme se sont déroulés les débats. La Commission est saisie d'une proposition recommandant l'internationalisation complète de Jérusalem, qui serait constituée en *corpus separatum*. C'est la solution que l'Assemblée avait adoptée en 1947; elle a d'ailleurs confirmé sa décision en 1948, fait que l'on ne saurait ignorer, étant donné qu'il importe essentiellement de ne pas oublier qu'en 1948 l'Assemblée n'a pas modifié son attitude, mais simplement changé de méthode: c'est-à-dire que, au lieu de renvoyer la question au Conseil de tutelle, elle a créé une Commission de conciliation. Toutefois, cette Commission n'était pas destinée à élaborer un contrat entre les parties, mais à suggérer un statut qui devrait donner corps à l'autorité internationale.

135. Le représentant du Pérou est heureux de constater que les membres de l'Assemblée ont noté la différence, établie par sa délégation dès l'origine, entre le régime de statut et le régime de contrat. Les fonctions des Membres de l'Organisation des Nations Unies sont doubles: la première consiste à sanctionner les contrats et la seconde — qui leur incombe en vertu de la Charte, des principes du droit international et des pouvoirs que l'Organisation a hérités de la Société des Nations — consiste à imposer un statut ou une loi. Cette dernière fonction représente ce que

l'on pourrait appeler la faculté d'élaborer un instrument législatif, que les parties intéressées ont l'obligation morale, juridique et politique de respecter. Cette fonction peut précisément s'exercer dans le cas de Jérusalem.

136. Il ne convient pas de dire qu'il appartient à l'Organisation des Nations Unies de sanctionner un accord entre les parties en ce qui concerne Jérusalem. Si un accord est souhaitable en tant que moyen d'exécution, il ne faut pas oublier que le problème juridique dépasse de beaucoup les limites du contrat. Lorsque l'Organisation des Nations Unies a décidé de partager Jérusalem, en 1947, elle a assumé un pouvoir législatif étendu; lorsque l'Organisation a adopté, en 1948, la résolution qui créait deux États et qui conférait un mandat à la Commission pour la Palestine, elle a pleinement affirmé son pouvoir statutaire, en déclarant que cette Commission devrait présenter un rapport à l'Assemblée générale elle-même. Le régime de Jérusalem est essentiellement statutaire; il est impossible de faire sur ce point la moindre concession.

137. M. Belaúnde se déclare d'accord avec ceux qui pensent que, nonobstant l'autorité certaine de l'Assemblée, la prudence exige que l'on explore le domaine auquel va s'appliquer la loi et que l'on fasse la synthèse de ces deux éléments: le principe statutaire et la réalité; mais cette synthèse présuppose le respect de la forme essentielle du statut, à savoir l'esprit de la loi. La délégation péruvienne partage l'opinion de ceux qui parlent de compromis en même temps que du sentiment de la réalité. En effet, c'est une tradition latine que d'être à la fois idéaliste et réaliste et d'affirmer que la vie juridique aussi bien que la vie humaine en général constituent une synthèse vivante de l'esprit et du corps, des aspirations idéalistes et des réalités économiques et politiques. Cependant, l'orateur estime qu'en acceptant un compromis on ne doit jamais sacrifier les principes essentiels, car, en procédant de la sorte, on n'aboutirait à aucun compromis, on capitulerait devant la réalité. L'attitude latine à l'égard de la vie consiste à adapter la réalité aux principes, et non pas à renoncer à ces principes pour les plier à une réalité indépendante, autonome et sacrée.

138. Telle n'est pas la position latine. La délégation péruvienne, qui respecte toute idée de compromis, pourvu que celui-ci tienne compte des réalités et sauvegarde en même temps les principes, s'est efforcée, dès le début, de trouver le dénominateur commun de toutes les solutions proposées. Elle a cherché à s'assurer, certes, que l'on respecte en premier lieu l'immunité, l'exterritorialité et l'inviolabilité absolue des Lieux saints et, en deuxième lieu, le libre accès à ces lieux; elle a cherché à s'assurer également que l'on place les sanctuaires sous l'autorité juridique indispensable de l'Organisation des Nations Unies, en faisant appel à la collaboration des parties intéressées, sans toutefois tomber dans l'autre extrême qui consisterait à accorder à ces parties toute latitude pour prendre des décisions et à réduire la tâche de l'Organisation à un simple travail de coordination. Elle a cherché enfin à établir s'il est possible d'accorder cette démilitarisation absolue qu'exige la paix dans le Proche-Orient avec l'autonomie locale et la vie municipale.

139. Cependant, l'orateur se voit obligé de dire en toute sincérité qu'il n'a pas réussi à trouver

ce dénominateur commun. En effet, en s'écartant des principes, on a trouvé ce qu'on a appelé la formule du régime international fonctionnel; ou ce qu'on a appelé la formule du contrat prévoyant une présence internationale. Cette formule du contrat a dû être rejetée, non pas parce qu'elle constituait un compromis, mais parce qu'elle signifiait une abdication, et il a fallu étudier les modalités du régime dit international fonctionnel.

140. La délégation péruvienne rend hommage à la noblesse des sentiments et aux bonnes intentions avec lesquelles les délégations des Pays-Bas et de la Suède se sont efforcées de trouver un dénominateur commun et un compromis véritable. Toutefois, la conception d'un régime international oscille toujours entre le statut et le contrat et n'établit ni l'autorité absolue de l'Organisation des Nations Unies, ni l'exterritorialité des Lieux saints, ni l'irrévocabilité des décisions de l'Assemblée générale relatives à ces lieux.

141. Au cours des débats de la Commission, l'orateur a déclaré que la conception du régime international fonctionnel était une conception erronée. Il l'a dit en toute objectivité et sans attribuer à personne des intentions cachées, parce qu'il a pensé que tous ceux qui avaient présenté des propositions pouvaient certes se tromper, mais avaient des intentions honnêtes et conformes à leurs propres vues.

142. Il a été impossible de trouver une formule capable de remplacer l'internationalisation intégrale et absolue établie par les résolutions 181 (II) et 187 (S-2). Le régime international est erroné et essentiellement dangereux, parce qu'il ne permet pas de déterminer quel est le principe dominant: le statut ou le contrat. Il est essentiel que ce soit le principe statutaire qui prédomine. Or, le régime international ne précise pas si, lorsqu'il s'agira de démilitarisation ou d'autres mesures, ce sera la volonté des parties ou celle de l'Organisation des Nations Unies qui l'emportera.

143. Un compromis est à propos lorsqu'il vient au moment opportun et lorsqu'existent tous les facteurs intellectuels nécessaires pour le mettre en vigueur. Ayant longuement et scrupuleusement étudié la question et pris en considération les vues des autres Membres de l'Assemblée, aussi bien que les inconvénients d'une résolution différée, M. Belaúnde est arrivé à la conclusion qu'actuellement l'Assemblée générale courait le danger d'adopter, à titre de compromis, une solution erronée et qui ne respecte pas les principes. Tout effort tenté pour éliminer de cette solution les éléments qui la rendent dangereuse pourrait, d'autre part, présenter les mêmes inconvénients d'ordre pratique et provoquer les mêmes résistances qu'une solution de principe. Si l'on ne peut choisir qu'entre deux choses: ou bien affronter une réalité contraire au moyen d'une solution transactionnelle, en renonçant pour cela à des principes, ou bien faire face à cette même réalité en adoptant une solution radicale définitive et de principe, M. Belaúnde préfère s'en tenir à sa position, espérant qu'avec le temps l'opinion publique reconnaîtra les commandements de la conscience universelle qui exigent, pour Jérusalem, un régime international effectif et qui deviennent chaque jour plus clairs pour les différentes communautés qu'elles soient catholiques, musulmanes ou protestantes.

144. L'orateur espère que les deux Etats intéressés comprendront que leur souveraineté représente une grande responsabilité, et que le fait d'y renoncer ou de la limiter leur ferait grand honneur. En effet, il est évident que, lorsqu'il s'agit du problème sacré que pose la ville de Jérusalem, il est plus honorifique d'en être le gardien, d'être investi de ce mandat par l'Organisation des Nations Unies, par la conscience universelle, et même, si l'on peut dire, par Dieu, que d'exercer ce pouvoir humain et cette souveraineté humaine qui, souvent, rabaisent au lieu d'agrandir.

145. C'est pourquoi le représentant du Pérou pense qu'il faut revenir à l'idée d'une Jérusalem, capitale religieuse de l'humanité, respectée par les musulmans. Tout esprit chrétien s'oppose à ce que Jérusalem demeure sous la domination exclusive d'une race ou d'une nation, parce que, dans ce cas, on pourrait croire que l'horloge de l'histoire a sonné l'heure de la fin de monde.

146. M. CHAUVET (Haïti) indique que sa délégation a défini sa position à la Commission politique spéciale lors de la 45ème séance, tout au début de la discussion de la question de Jérusalem. Elle était favorable à l'internationalisation de Jérusalem, comme le prévoyait la résolution 181 (II) adoptée par l'Assemblée générale.

147. Mais, au cours des débats, les raisons alléguées par certaines délégations sur les difficultés d'ordre pratique et financier l'avaient conduite à modifier son point de vue, pour envisager une solution de compromis. Ce souci l'avait inclinée à se rallier aux propositions de compromis présentées par les délégations de la Bolivie, de Cuba, des Pays-Bas et de la Suède, organisant l'internationalisation fonctionnelle de Jérusalem. Ces projets paraissaient plus pratiques que celui de l'Australie qui, au fond, était l'idéal.

148. Maintenant, le nombre a parlé. Si l'internationalisation complète de Jérusalem est dans le domaine des réalisations faciles, comme le soutient cette majorité et comme la délégation haïtienne l'avait recommandé au début, Haïti accepte ce verdict avec satisfaction, d'autant plus qu'il correspond au sentiment des pays catholiques. Haïti est, en Amérique, l'ainé de ces pays; en effet, c'est là que Colomb a planté pour la première fois, sur le Nouveau Monde, le croix du Christ.

149. S'étant donc écartée de ses fraternels amis des Etats de l'Amérique latine et des Etats arabes, la délégation haïtienne est heureuse de les rencontrer à nouveau dans la haute sphère des principes purs que son pays a toujours défendus ici à leurs côtés.

150. La délégation haïtienne votera donc maintenant en faveur du projet de résolution déjà adopté par la Commission politique spéciale et qui consacre l'internationalisation de Jérusalem.

151. M. JOOSTE (Union Sud-Africaine) déclare que sa délégation n'est pas intervenue dans le débat sur la question de Jérusalem à la Commission politique spéciale, parce que, bien qu'elle ait toujours été favorable à l'internationalisation de cette ville, elle a attendu de voir la tournure que prendraient les événements, avec l'espoir que de la discussion et des négociations des Nations Unies sortirait une solution satisfaisante pour tous les intéressés.

152. La politique constante de l'Union Sud-Africaine s'est toujours inspirée de trois principes fondamentaux: la nécessité d'assurer la protection et la sauvegarde des Lieux saints, la garantie du droit de libre accès aux Lieux saints pour les pèlerins de toutes nationalités et la nécessité de créer pour Jérusalem un régime futur qui soit acceptable à la fois pour les habitants de la ville et ceux qui assument actuellement la responsabilité de son contrôle.

153. En ce qui concerne la protection des Lieux saints, le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine est d'avis que la meilleure façon de l'assurer est un contrôle international sous une forme quelconque. Ce contrôle, toutefois, ne devrait pas être tel qu'il néglige les droits et les intérêts légitimes des Etats sur le territoire desquels la ville se trouve située. D'autre part, du fait qu'elle abrite les Lieux saints, Jérusalem représente quelque chose de plus qu'une possession aux mains de ses habitants. Il faut que ce fait soit reconnu par ceux qui cherchent à exercer leur souveraineté nationale sur la ville et que pourrait affliger la décision que l'Organisation des Nations Unies envisage de prendre dans l'intérêt des fidèles des trois religions intéressées. Il faut qu'à l'avenir les Lieux saints soient sauvegardés d'une manière acceptable pour les nombreux millions d'hommes qui attachent à cette sauvegarde un intérêt si profond.

154. Pour ce qui est de la question du libre accès aux Lieux saints, le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine souscrit à l'opinion générale selon laquelle, quelle que soit la solution adoptée, celle-ci devra garantir, à titre perpétuel, aux pèlerins de toutes nationalités, le droit de libre accès aux Lieux saints. Ce droit est essentiel pour tous ceux qui appartiennent aux confessions religieuses intéressées. Il ne devrait pas dépendre exclusivement du bon vouloir des Etats qui exercent à présent un contrôle *de facto* sur Jérusalem, mais découler d'une garantie donnée par la communauté internationale, garantie susceptible de jouer sans réserve en toute circonstance.

155. Le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine souhaite ardemment que le régime qui sera établi à l'avenir pour Jérusalem jouisse, autant que faire se pourra, du soutien de ceux qui assument en ce moment la responsabilité du Gouvernement de la ville. Ce régime devra également être acceptable pour ceux qui vivent à l'intérieur de la ville. C'est seulement à cette condition qu'on pourra trouver un arrangement entièrement satisfaisant. Le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine est d'avis qu'il serait vraiment regrettable que les efforts de l'Organisation des Nations Unies en vue d'aboutir à une solution aient pour résultat de faire de nouveau de Jérusalem une source de conflits et de haines, au lieu d'une source de bonne volonté et de paix. C'est pourquoi l'Organisation des Nations Unies devrait s'efforcer, dans toute la mesure de ses moyens, de parvenir à une solution équitable.

156. Les Etats qui jouissent *de facto* de la possession de la ville devraient, de leur côté, se rendre compte que, en résistant aux efforts tentés pour parvenir à une solution raisonnable, ils ne doivent pas dépasser les limites de la raison. Toutefois, si la question est abordée dans l'esprit qui convient, on pourra sans doute modérer toutes

les manifestations de la résistance déraisonnable qui a pu exister précédemment.

157. La délégation de l'Union Sud-Africaine estime que les propositions contenues dans le projet de résolution soumis par la Commission politique spéciale sont peut-être trop vastes et manquent de réalisme. Il faut se rendre compte que la mise en œuvre de ces propositions pourrait nécessiter des mesures qui mèneraient à une situation extrêmement dangereuse. C'est pourquoi il serait peut-être bon de procéder à un nouvel examen de la question, en vue de rechercher une solution plus satisfaisante. La délégation sud-africaine a, pour cette raison, voté contre ces propositions à la Commission politique spéciale et se verra obligée d'en faire de même à l'Assemblée.

158. Si ardent que soit son désir de voir l'Assemblée aboutir à un plan concret qui paraisse acceptable pour tous, la délégation sud-africaine considère que les propositions présentées par la Commission de conciliation constituent une solution de compromis raisonnable et pratique. Elle estime donc que le parti le plus sage serait de ne pas adopter le projet de résolution soumis par la Commission politique spéciale, mais de procéder à un examen nouveau et complet de la question avant de prendre une décision définitive et irrévocable.

159. M. Finn MOE (Norvège) déclare que sa délégation est opposée à la solution du problème de Jérusalem contenue dans le projet de résolution présenté par la Commission politique spéciale. Ce projet de résolution pourrait mettre en danger la trêve établie en Palestine et à Jérusalem, et son adoption pourrait constituer une menace pour les Lieux saints plutôt qu'elle ne contribuerait à assurer leur protection. En outre, il serait malavisé de la part de l'Organisation des Nations Unies d'adopter un projet de résolution qui ne pourrait être appliqué, si tant est qu'il puisse l'être jamais, qu'avec beaucoup de difficultés, parce qu'il va à l'encontre des intérêts et des vœux des parties directement intéressées. L'expérience a montré qu'il est difficile pour l'Organisation des Nations Unies d'imposer des solutions en matière de différends internationaux; c'est à la conciliation et à la médiation qu'elle doit avoir recours.

160. On pourrait se poser une autre question, à laquelle il n'a été fourni aucune réponse à la Commission politique spéciale, celle de savoir où serait recrutée la force de police nécessaire pour appliquer le projet de résolution et d'où viendraient les fonds nécessaires à son entretien. Comme l'adoption de la résolution entraînerait une dépense supplémentaire de 8 millions de dollars pour le budget de l'Organisation des Nations Unies, on est en droit de se demander si les Etats Membres sont tous disposés à supporter cette charge additionnelle.

161. Cette charge supplémentaire soulèvera de très graves problèmes. Les Etats Membres n'ont pas encore tous versé la totalité de leur contribution à l'Organisation des Nations Unies. Si les Nations Unies assument la responsabilité de l'administration de Jérusalem, il est évident que les dépenses qui en résulteront devront jouir de la priorité, car il faudra faire face immédiatement aux besoins d'une communauté vivante. Or, dans ce cas, on mettra en péril l'équilibre du reste du budget, et notamment du Fonds de roulement.

L'Organisation des Nations Unies pourra se trouver démunie des fonds nécessaires pour poursuivre son activité normale. L'Assemblée ne doit pas perdre de vue que l'adoption du projet de résolution augmentera la responsabilité financière de chaque Membre, à tel point qu'à l'avenir il sera indispensable que la totalité des contributions soient versées dans l'année même où ces contributions sont dues.

162. Le Gouvernement norvégien acceptera et appliquera naturellement toute décision prise par l'Assemblée générale, mais il n'entend assumer aucune responsabilité morale dans l'adoption d'un projet de résolution qui pourrait compromettre l'observation de la trêve à Jérusalem, créer des difficultés financières à l'Organisation des Nations Unies et, de plus, être impossible à appliquer. C'est pourquoi la délégation norvégienne votera en faveur du projet de résolution présenté conjointement par les délégations des Pays-Bas et de la Suède.

163. M. HOOD (Australie) estime qu'il n'est pas nécessaire d'exposer à nouveau en détail les raisons qui ont poussé sa délégation à présenter le projet de résolution dont l'Assemblée générale est actuellement saisie en tant que recommandation de la Commission politique spéciale. Sa délégation a déjà eu l'occasion d'expliquer son attitude à maintes reprises.

164. Au cours du débat sur cette question, aucun argument réellement valable n'a été avancé contre la nécessité d'une internationalisation effective de la région de Jérusalem. Les adversaires de la recommandation de la Commission politique spéciale ont plutôt concentré leurs critiques sur le fait que, d'après eux, il serait impossible de mettre cette proposition en application. Ainsi, tout naturellement, ils ont d'une manière incidente et regrettable encouragé les parties intéressées à ne pas respecter les décisions que pourrait prendre l'Organisation des Nations Unies.

165. Tout d'abord, il est évident que la grande majorité des Membres de l'Assemblée générale est favorable au principe de l'internationalisation et désire que cette internationalisation soit effective. D'autre part, il semble parfaitement clair que la proposition soumise à l'Assemblée générale par les délégations des Pays-Bas et de la Suède, non seulement n'est pas de nature à réaliser une internationalisation effective, mais ne conduit même pas à une forme quelconque d'internationalisation. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que ce plan serait conforme aux vœux de la population. Or, M. Hood voudrait savoir si la délégation d'Israël ou le Gouvernement de la Jordanie ont jamais explicitement admis une pareille façon de concevoir l'internationalisation.

166. Le partage de la région auquel on envisage de procéder — et ce serait, d'après le plan projeté, un partage bien peu précis — ferait naître précisément les conditions qui rendraient impossible la réalisation de la fin ultime de l'Assemblée et de la grande majorité des délégations, à savoir la protection des Lieux saints.

167. Ce projet ne constituerait pas un régime international, au sens où l'Assemblée générale l'entendait dans sa résolution 194 (III). Ce serait tout simplement un arrangement administratif, en vertu duquel l'Organisation des Nations Unies exercerait ou pourrait exercer un minimum d'autorité.

168. En second lieu, le concept de ce qu'on a appelé la "mise en œuvre" a été dénaturé au point d'être envisagé comme une menace contre l'efficacité de la résolution en question. Ceux qui utilisent cet argument devraient comprendre que, sans peut-être même qu'ils s'en rendent compte, leurs efforts ébranlent jusque dans ses fondements le respect dû à l'autorité des décisions de l'Organisation des Nations Unies.

169. M. Hood n'élimine nullement l'éventualité de voir les parties intéressées se conformer à la décision que pourrait prendre l'Assemblée générale. En ce qui concerne Israël, par exemple, il aurait quelque peine à comprendre comment ce pays, Membre de l'Organisation des Nations Unies, pourrait suivre une autre voie que celle de se conformer à la décision prise. En ce qui concerne la population arabe de la région de Jérusalem, on ne dispose, pour autant qu'il le sache, d'aucune preuve réelle établissant qu'elle ne soit pas, en fait, nettement en faveur d'un véritable régime international. Il existe, au contraire, à son avis, de bonnes raisons de croire qu'elle l'est. Ce n'est donc pas présenter un argument réellement valable que de dire, sans apporter la moindre preuve, qu'en réalité la décision envisagée irait, en fin de compte, à l'encontre de la volonté de l'ensemble de la population de Jérusalem.

170. M. Hood invite les Membres de l'Assemblée générale à examiner quel serait l'effet d'une demi-mesure, car, de l'aveu même du représentant du Royaume-Uni, entre autres, tel est le caractère de la solution qu'on propose. Cette solution permettrait en fait d'encourager ceux qui, pour des raisons d'opportunisme, ne veulent pas respecter les décisions de l'Organisation des Nations Unies. L'Assemblée ne voudra certes pas adopter un projet de résolution qui ne serait qu'un mauvais compromis et qui constituerait un encouragement à passer outre à ses décisions antérieures, surtout lorsqu'il s'agit de questions pendantes dans cette région particulière du monde qui fait l'objet des débats.

171. L'Assemblée devrait, au contraire, adopter une résolution complète et générale, appuyant formellement la décision antérieurement prise par l'Organisation des Nations Unies et reconnaissant les développements historiques inévitables que la situation comporte. L'Assemblée doit déclarer sans hésiter que l'occasion ne saurait être perdue et que, en fin de compte, l'autorité de l'Organisation des Nations Unies dans la région de Jérusalem doit s'affirmer sans hésitation outrancière ni délai injustifié.

172. La délégation australienne continuera donc à soutenir fermement le projet de résolution dont l'adoption est recommandée par la Commission politique spéciale.

173. Le PRÉSIDENT informe l'Assemblée que la liste des délégations qui désirent intervenir est close et qu'elle comprend les représentants du Danemark, du Pakistan, du Chili, de l'Irak, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de la Yougoslavie, de l'Uruguay, de la Syrie, de l'Équateur, du Liban, d'Israël, de l'Islande et de l'Éthiopie.

174. M. KAUFFMANN (Danemark) rappelle que la délégation danoise a appuyé le projet de résolution australien à la Commission politique

spéciale, non sans de sérieuses hésitations. Elle n'ignorait pas que la mise en application de ce projet de résolution pourrait se heurter à de graves difficultés, mais elle espérait que ces difficultés ne seraient pas insurmontables. Ce qui s'est passé depuis a modifié quelque peu l'aspect de la situation. Au cours de la séance, certains faits ont été mis en évidence par les représentants qui ont pris la parole. Il en est un qui a particulièrement influé sur la manière de voir de la délégation danoise. Les représentants ont devant eux un télégramme (A/1231) émanant du Ministre des affaires étrangères de Jordanie, par lequel le Gouvernement de ce pays fait savoir à l'Assemblée générale, avant l'examen définitif du projet de résolution de la Commission politique spéciale, qu'il s'opposera à l'exécution de toute décision qui serait contraire à ses vœux légitimes.

175. N'étant pas Membre de l'Organisation des Nations Unies, la Jordanie n'est pas liée par ses résolutions. La délégation danoise ne craint pas de reconnaître que l'exécution du projet de résolution se heurtera à des difficultés plus grandes qu'elle ne l'avait envisagé. Elle est parvenue à la conclusion que ces difficultés peuvent être telles qu'elles risqueraient de nuire au but même du projet de résolution, à savoir la protection des Lieux saints, et qu'elles pourraient également mettre en danger l'œuvre même de l'Organisation des Nations Unies.

176. C'est pour ces raisons que la délégation danoise estime ne plus être en mesure d'appuyer le projet de résolution et qu'elle se voit dans la nécessité de voter contre ce projet.

177. Sir Mohammed ZAFRULLA KHAN (Pakistan) exprime l'inquiétude qu'éprouve sa délégation en considérant non seulement l'état de choses actuel à Jérusalem et l'avenir de cette ville, mais également l'ensemble de la situation qui règne en Palestine et qui pourrait avoir des conséquences graves et funestes pour le maintien de la paix dans toute cette région.

178. L'historique de ce problème est des plus attristant. Il n'est pas nécessaire d'en rappeler actuellement toutes les phases, mais il est permis de rappeler que la très faible majorité excédant les deux tiers requis qui s'est prononcée à l'Assemblée générale, le 29 novembre 1947, en faveur de la résolution 181 (II), avait été fortement influencée par le fait que cette résolution assurait l'internationalisation de Jérusalem en tant que *corpus separatum*.

179. La plupart, sinon la totalité des arguments que l'on avance aujourd'hui contre la mise en application de cette résolution, avaient été invoqués devant la Première Commission, et l'on avait prié et supplié l'Assemblée générale de ne pas engager le prestige de l'Organisation des Nations Unies à propos d'un plan impraticable qui ne pouvait être exécuté. D'une façon délibérée, pour ne pas dire davantage, l'Assemblée générale avait pris sur elle cette responsabilité.

180. Or, on cherche à savoir maintenant quels sont les vœux des habitants et dans quelle mesure l'Assemblée générale a tenu compte, à cette époque, des vœux de la majorité de la population palestinienne. Si maintes délégations ont accordé leur appui à cette résolution, c'est dans le ferme espoir que Jérusalem, la ville sainte de trois grandes religions, serait effectivement internationalisée. Or, on allègue actuellement que c'est là

une mesure impraticable, parce que l'Etat d'Israël refuse d'admettre l'idée même de l'internationalisation, telle qu'elle a été proposée par ceux qui ont alors soutenu la résolution, et parce que le Royaume hachémite de Jordanie s'oppose également à cette internationalisation.

181. Pour ce qui est de l'opposition d'Israël, c'est à ceux qui ont contribué à la création de cet Etat et garanti qu'il exécuterait les obligations résultant de ladite résolution qu'il appartient d'expliquer son attitude ou de l'obliger à exécuter honnêtement et loyalement l'engagement qu'il a pris d'accepter la résolution et de s'acquitter de ses obligations internationales.

182. Pour rendre justice à l'Etat d'Israël, le représentant du Pakistan rappelle, comme il l'a déjà fait à la Commission lors de la 46ème séance, que lorsque la demande d'admission de cet Etat était pendante, Israël a ouvertement fait savoir qu'il ne consentirait pas à l'internationalisation de la ville de Jérusalem. La délégation du Pakistan a souligné, à cette époque, que cette déclaration démontrait qu'Israël n'était pas, de son propre aveu, disposé à remplir ses obligations résultant de la Charte. Que les délégations qui, en dépit de cette nette déclaration, ont été convaincues qu'Israël était capable et désireux de s'acquitter de ses obligations aux termes de la Charte expliquent maintenant l'attitude de cet Etat. Elles se sont prononcées sur la question précise de savoir si elles jugeaient, en leur âme et conscience, qu'Israël était un Etat capable et désireux de s'acquitter de ses obligations aux termes de la Charte et elles ont voté affirmativement. Or, bon nombre d'entre elles, déclarent maintenant que le projet de résolution n'est pas viable, en raison du refus opposé par Israël.

183. Sir Mohammed Zafrulla Khan s'est permis d'attirer l'attention sur une lettre que feu le professeur Judah Magnes, président de l'Université hébraïque de Jérusalem, a adressée au *New York Times*, lorsque la question du partage de la Palestine était à l'ordre du jour. Dans cette lettre, le professeur Magnes demandait à l'Assemblée générale de ne pas persévérer dans son projet de partage, l'un de ses arguments les plus forts étant qu'un Etat d'Israël était inconcevable sans Jérusalem comme capitale. Un de ses autres arguments était que tout ce qui serait donné à Israël, en vertu de la résolution de l'Assemblée, cet Etat le prendrait comme tel; quant au reste, il le prendrait par la force. Tel fut l'avertissement donné en temps utile à l'Assemblée générale par un chef sioniste honnête et respecté, éminent savant de surcroît.

184. L'Assemblée générale a voulu ignorer cet avertissement. Elle a adopté une résolution et a, par conséquent, assumé la responsabilité de veiller à son application effective. Tout ce qui, dans cette résolution, était en faveur de l'Etat d'Israël a été exécuté entièrement et même au-delà. Voulant une fois de plus être équitable à l'égard d'Israël, le représentant du Pakistan reconnaît que cet Etat a été obligé de combattre pour ce qu'il possède aujourd'hui; mais Israël a obtenu bien plus que ne le prévoyait la résolution, et maintenant il refuse ouvertement d'exécuter les parties de la résolution qui vont à l'encontre de son dessein initial de faire de la ville de Jérusalem la capitale de son Etat.

185. En ce qui concerne l'opposition de la Jordanie, l'on sait parfaitement que les Arabes

des Etats arabes ont été opposés à l'ensemble de la résolution. L'opposition de la Jordanie ne constitue donc pas un élément nouveau issu du télégramme adressé par le Ministre des affaires étrangères de Jordanie.

186. Lors de l'examen du projet de partage de la Palestine, ce projet a été l'objet de toutes sortes d'explications et d'interprétations, et l'on a fait à son égard toutes sortes de prévisions que la suite des événements devait naturellement démentir. Maintenant que doit être réglé le seul problème crucial que comporte la résolution, on dit à l'Assemblée qu'elle doit être réaliste. L'Assemblée n'a jamais été réaliste à l'égard de la Palestine; mais, puisqu'elle a choisi une voie qui n'est pas réaliste, puisqu'elle a assumé la responsabilité d'une mesure qui est contraire aux vœux de la majorité des habitants, qui manque de l'autorité juridique nécessaire pour être exécutée et que l'Organisation des Nations Unies est elle-même incapable de faire exécuter, dans ces conditions, il n'existe, au stade actuel, que deux façons de régler la question. Si l'Assemblée est convaincue que la voie qu'elle a suivie n'est pas raisonnable, elle ne saurait revenir en arrière, mais elle pourrait tout au moins être assez honnête pour reconnaître qu'elle s'est trompée. Si elle ne s'y résoud pas, elle pourrait au moins annuler la partie de la résolution qu'elle se juge elle-même impuissante à faire exécuter.

187. L'Assemblée prétend s'en tenir à la décision que, dans sa sagesse, elle a prise antérieurement. Or, en réalité, elle fait quelque chose d'entièrement différent, tout en alléguant qu'il lui faut agir ainsi pour le maintien de l'autorité et le prestige de l'Organisation des Nations Unies. Il semblerait que l'autorité et le prestige de l'Organisation ne puissent être maintenus que si elle continue à agir comme le veut le plus récalcitrant de ses Membres dans une affaire qui le concerne directement. Si le défi qui, depuis le début et d'une façon continue, a été lancé à l'autorité de l'Organisation des Nations Unies n'était pas relevé, cela reviendrait à dire que, non seulement en ce qui concerne la Palestine et la question de Jérusalem, mais également à l'égard de tout problème qui pourrait être soumis à l'Organisation des Nations Unies, l'Assemblée confirme par ses actes qu'il suffit qu'un Etat ait l'opiniâtreté d'affirmer qu'il ne veut pas faire ce que l'Assemblée générale voudrait qu'il fit pour que cet Etat soit autorisé à agir à sa guise.

188. Si l'Assemblée générale ne prend pas tout au moins une décision confirmant son désir de voir réaliser l'internationalisation de la ville de Jérusalem, quelle autre voie d'action s'offrira-t-elle? Certes, l'Assemblée générale adoptera quelque autre résolution. Mais, si l'argument qu'elle invoque pour rejeter une résolution antérieure est que l'adoption d'une résolution est une formalité sans grande importance, pourra-t-elle espérer que la nouvelle résolution sera respectée et effectivement mise en œuvre? Ceux qui ne voudront pas de la résolution la combattront.

189. La situation, telle qu'elle existe et telle qu'elle continuera d'être, est la suivante: l'Etat d'Israël occupe la Ville extérieure et la Jordanie occupe la Ville intérieure. Ils resteront sur leurs positions en tant qu'adversaires dont les camps armés se font face, et la possibilité d'un conflit sera toujours présente.

190. Le représentant du Pakistan est personnellement d'avis que le problème de la Palestine, qui se pose à l'humanité depuis 2.000 ans, continuera de le faire pendant 2.000 ans encore. Cette impression personnelle est due au fait que l'Organisation des Nations Unies, la seule fois où elle pouvait résoudre de manière impartiale, juste et équitable ce très délicat problème, a, contrairement aux avertissements des sionistes réfléchis et clairvoyants eux-mêmes, adopté une attitude que lui dictaient des considérations absolument étrangères au fond de la question, absolument étrangères à la Palestine ainsi qu'au Proche-Orient. Sous l'empire de ces considérations, elle a adopté une décision, parce qu'il était nécessaire, à l'époque, qu'elle adoptât une décision fondée sur le principe du partage. Cette première et importante décision étant erronée, on ne pouvait compter que les décisions secondaires qui seraient prises ultérieurement seraient raisonnables et pondérées.

191. Il serait cependant encore possible, même au stade actuel, de persister dans la voie que l'Assemblée s'est tracée; pour cela, il faudrait que la majorité nécessaire des Etats fussent d'avis que cette voie est celle de la sagesse, de l'équité et de la justice. En ce cas, aucun effort ne devrait être négligé pour assurer l'application de cette

décision et, si on se heurtait à une opposition, il faudrait avoir les moyens de la vaincre; car, en l'absence de tels moyens, aucune résolution adoptée par l'Assemblée ne saurait être mise en œuvre.

192. Tel est le problème qui se pose à l'Assemblée; Sir Mohammed Zafrulla Khan l'adjure de sauvegarder l'honneur et la dignité de l'Organisation des Nations Unies et de tenir au moins les engagements qu'elle a pris devant le monde, il y a seulement deux ans.

193. Pour ces raisons, la délégation du Pakistan continuera à suivre la voie que l'orateur lui-même a clairement indiquée au cours du débat général qui a marqué l'ouverture de la présente session de l'Assemblée. Il a dit alors que le Pakistan était d'avis qu'il fallait adopter et mettre en application un régime qui assurerait l'internationalisation effective de la ville de Jérusalem. La délégation du Pakistan n'a pas changé d'opinion et votera donc pour le projet de résolution dont la Commission politique spéciale recommande l'adoption à l'Assemblée.

194. Le PRÉSIDENT remet à la prochaine séance la suite de la discussion.

La séance est levée à 13 h. 20.

DEUX CENT SOIXANTE-QUINZIÈME SEANCE PLENIERE

Tenue à Flushing Meadow, New-York, le vendredi 9 décembre 1949, à 14 h. 45.

Président: le général Carlos P. RÓMULO (Philippines),
puis Sir Alexander CADOGAN (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Palestine (fin)

PROPOSITIONS CONCERNANT UN RÉGIME INTERNATIONAL PERMANENT POUR LA RÉGION DE JÉRUSALEM, AINSI QUE LA PROTECTION DES LIEUX SAINTS: RAPPORT DE LA COMMISSION POLITIQUE SPÉCIALE (A/1222 ET A/1222/ADD.1); RAPPORT DE LA CINQUIÈME COMMISSION (A/1234) (fin)

1. M. AL-JAMALI (Irak) déclare que sa délégation s'est à plusieurs reprises opposée à la résolution 181 (II), en date du 29 novembre 1947, instituant le partage, qui n'a été qu'une cause de troubles et de misères pour près d'un million d'habitants arabes de la Palestine et qui a gravement compromis la paix et la stabilité en Palestine même, ainsi que dans l'ensemble du Moyen-Orient. Aussi loin qu'on puisse prévoir, cette situation instable et troublée persistera tant que le droit et la justice ne seront pas restaurés en Palestine.

2. Lorsque la résolution 181 (II) a été adoptée en dépit de la vigoureuse opposition des Arabes, ceux qui soulèvent maintenant la question des difficultés d'application et de mise en œuvre du projet de résolution présenté par la Commission politique spéciale (A/1222, annexe I) n'ont pas levé le petit doigt. Ceux qui font actuellement état du problème financier sont les mêmes qui n'ont pas tenu compte de cet aspect de la question

en 1947, et ceux qui parlent actuellement des désirs des habitants de Jérusalem sont les mêmes qui n'ont pas tenu compte à l'époque du désir des habitants de Palestine.

3. Les Nations Unies ne peuvent sauvegarder leur prestige et leur dignité si elles suivent les fluctuations de la politique de puissance, et si elles obéissent aux ukases des groupes et mouvements locaux. Les Nations Unies ont pris, en 1947, une décision qui, en dépit des graves injustices qu'elle comportait à l'égard des Arabes, contenait, dans une certaine mesure, la reconnaissance des droits des Arabes en Palestine, et des dispositions en vue de l'établissement d'un régime international pour la région de Jérusalem. Que s'est-il produit? La politique de puissance a permis aux sionistes, non seulement d'obtenir ce qui leur avait été accordé aux termes de la résolution 181 (II), mais également d'occuper des territoires arabes, y compris ceux qui ne leur avaient pas été octroyés, et cette politique sert encore aujourd'hui les efforts qu'ils font pour transformer Jérusalem en une capitale juive. Certains ministères et bureaux centraux ont déjà été transférés à Jérusalem. A moins que cette attitude agressive et expansionniste de la part des Juifs ne soit endiguée, et jusqu'à ce moment, la paix ne peut régner dans le Proche-Orient, et l'ensemble du problème de Jérusalem ne peut être réglé effectivement.

4. Il y a trois jours à peine, le *New York Times* a relaté: "Le Premier Ministre David Ben Gurion a déclaré au Knesset (Parlement) aujourd'hui

¹Voir les Documents officiels de la quatrième session de l'Assemblée générale, 227ème séance plénière.